

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1272

16 mai 2015

SOMMAIRE

| | | | |
|---|--------------|---|--------------|
| AC Holdings S.à r.l. | 61018 | Electronique Commerciale Européenne S.A. | 61021 |
| Advanzia Bank S.A. | 61016 | e-shelter Properties Holding S.à r.l. | 61016 |
| Aedificium Capital | 61010 | Ferges S.A. | 61013 |
| Aérienne Services Group S.A. | 61018 | Fidexco S.à r.l. | 61014 |
| Aero Marketing S.A. | 61020 | Filalou S.A. | 61013 |
| Agrichemalux S.A. | 61012 | Financière Asturias S.A. | 61010 |
| Agrichemalux S.A. | 61020 | Fitou S.A. | 61014 |
| Agris Investment S.A., SPF | 61011 | Geosh Consolidated Assets S.à r.l. SPF ... | 61014 |
| Alba Luxco S.à r.l. | 61017 | Giesecke & Devrient International Finance S.A. | 61015 |
| Alexis S.A. SPF | 61018 | Giga Pro S.A. | 61015 |
| All 4 IT Groupe S.A. | 61020 | Highland Ent VII- PRI (1) S.à r.l. | 61020 |
| Amanie Advisors S.à r.l. | 61012 | IK Small Cap Fund I No.4 SCSp | 61019 |
| Amantea Finco S.à r.l. | 61017 | Lumolux | 61021 |
| Amarilux S.à r.l. | 61016 | Opera Finance S.A. | 61015 |
| Amarna Holding S.A. SPF | 61017 | PACBO EUROPE Administration et Conseil | 61015 |
| Amazon Europe Core S.à r.l. | 61011 | RMMA S.à r.l. | 61021 |
| A-Promotions S.à r.l. | 61017 | Robles S.à r.l. | 61016 |
| Avenue Luxembourg S.à r.l. | 61019 | Roseman S.A. | 61010 |
| Benton Finance Limited | 61027 | Tisakurp Invest S.A. | 61012 |
| City RE 29 S.à r.l. | 61013 | | |
| DDK Corp. S.A. | 61012 | | |
| Dome 4 0909 S.à r.l. | 61013 | | |
| D-VB Finapa S.A., SPF | 61011 | | |

Aedificium Capital, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 176.991.

Suite aux transferts de parts avec effet au 18 mars 2015, veuillez noter que:

Monsieur Gary RUSSELL, né le 17/01/1952 à Harrow, (Royaume-Uni), a transféré 5 parts sociales à Monsieur Damien BRADY, né le 24/03/1967 à Brisbane, (Australie).

Monsieur Jeffrey PULSFORD, né le 31/08/1959 à Bridgwater, (Royaume-Uni), a transféré 10 parts sociales à Monsieur Robin BINKS, né le 25/11/1952 à Horsforth, Yorkshire (Royaume-Uni).

Monsieur Reas KONDRASCHOW, né le 13/08/1953 à Francfort, (Allemagne), a transféré 5 parts sociales à Monsieur Damien BRADY, né le 24/03/1967 à Brisbane, (Australie).

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour Aedificium Capital

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015048942/17.

(150056789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Roseman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 85.001.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 juin 2015 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068625/10/18.

Financière Asturias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 85.700.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 juin 2015 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068626/10/19.

Amazon Europe Core S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 37.500,00.**

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R.C.S. Luxembourg B 180.022.

—
RECTIFICATIF

La Société déclare par la présente, et suite au dépôt de la déclaration portant le numéro L140195357, qu'une erreur a été produite dans l'orthographe du gérant nommé à la date du 14 octobre 2014, de sorte qu'il est confirmé que Monsieur Cem Sibay, demeurant professionnellement au 31-33 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé en tant que gérant pour une durée indéterminée avec effet au 30 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour Amazon Europe Core SARL

Signature

Référence de publication: 2015048949/17.

(150056723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Agris Investment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 183.506.

—
Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 juin 2015 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068628/10/18.

D-VB Finapa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.778.

—
Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 juin 2015 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068627/10/19.

Agrichemalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.472.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015048959/10.

(150056173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

DDK Corp. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 58.434.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 23 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Pour mandat

Carine Agostini

Référence de publication: 2015048322/13.

(150055235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

Tisakurp Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 174.547.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 4 juin 2015 à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015072071/795/15.

Amanie Advisors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 159.140.

EXTRAIT

Suite à une Assemblée Générale Extraordinaire, tenue le 15 mars 2015, il a été décidé par l'associé unique:

1. Accepter la démission de Monsieur Mark SMYTH, né le 23 octobre 1970 à Illinois (USA), gérant technique, avec effet immédiat.
2. Nomination de Monsieur Romain MULLER, né le 17 septembre 1958 à Differdange (Luxembourg), indépendant, demeurant à L-3318 BERGEM, 3, op Felsduerf, aux fonctions de gérant technique, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 15.03.2015.

Pour avis conforme

Romain Muller

Référence de publication: 2015048946/16.

(150056455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Ferges S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 113.315.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049151/9.

(150056910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Filalou S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 161.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049153/9.

(150056935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Dome 4 0909 S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 149.730.

Il résulte des décisions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 30 mars 2015 que le mandat du réviseur d'entreprise Ernst & Young SA a été renouvelé pour l'exercice de la Société s'achevant le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2014.

Dome 4 0909 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015048313/13.

(150056115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

City RE 29 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 183.828.

EXTRAIT

En date du 12 décembre 2014, l'associé de la Société a pris connaissance de la démission de Monsieur Pedro Fernandes das Neves de son poste de gérant, avec effet au 12 décembre 2014.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- Monsieur Hervé Marsot;
- Monsieur Maqboolali Mohamed et
- Madame Julie K. Braun

En date du 20 février 2015, l'associé de la Société a:

1. décidé de transférer le siège social du 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, avec effet au 20 février 2015.

2. pris connaissance que l'adresse de son gérant, Monsieur Hervé Marsot, se trouve désormais au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015048250/23.

(150056104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

Fitou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 184.449.

Par décision du conseil d'administration du 26 mars 2015: VALON S.A., R.C.S. Luxembourg B-63143, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société FITOU S.A., Monsieur Anouar BELLI, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Raphaël EBER, démissionnaire au 12 février 2015.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour: FITOU S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015049155/17.

(150056674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Geosh Consolidated Assets S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 179.251.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 30 mars 2015

- Madame Kristine Vanaga-Mihailova, née à Riga, Lettonie, le 8 août 1979, demeurant professionnellement à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommée comme gérant A, avec effet au 30 mars 2015, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Nicolas Gasztonyi, né à Etterbeek (Belgium), le 11 août 1965, demeurant professionnellement à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a démissionné de son mandat gérant A, avec effet au 30 mars 2015.

Luxembourg, le 31.03.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Geosh Consolidated Assets S.à r.l. SPF

Un mandataire

Référence de publication: 2015049175/18.

(150056653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Fidexco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 150.524.

Extrait de la décision des associés du 20 mars 2015

Les associés acceptent à l'unanimité la cession de parts intervenue le 20 mars 2015 entre Monsieur Laurent WEBER, né à Dudelange le 4 août 1963, demeurant professionnellement à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch et la société anonyme JNL PARTICIPATIONS S.A., établie et ayant son siège à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch et immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B150.544.

Monsieur Laurent WEBER cède 5 parts qu'il détient dans la société à JNL PARTICIPATIONS S.A., de sorte que la nouvelle répartition des parts est la suivante

- JNL PARTICIPATIONS S.A. détient 100/100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015049152/19.

(150056456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Opera Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 93.831.

—
Dépôt rectificatif au dépôt L15004678

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015049408/12.

(150056941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

PACBO EUROPE Administration et Conseil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 174.324.

—
Décision du gérant unique du 20 mars 2015

Le Gérant Unique décide transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante:

44, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg

P. CROCHET
Gérant Unique

Référence de publication: 2015049435/13.

(150056667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Giga Pro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 40, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 173.996.

—
Extrait des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 décembre 2014 à 15:00 à Luxembourg.

Par votes spéciaux l'Assemblée Générale accepte, avec effet immédiat la nomination en qualité de déléguée à la gestion journalière jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018:

- Madame Deborah Buffone, née le 11/02/1977 à Luxembourg, domiciliée au 4F rue Pletzer au L-8080 Bertrange.

Fait à Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour extrait conforme
Pour la société

Référence de publication: 2015049195/14.

(150056854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Giesecke & Devrient International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 20.023.

—
Auszug der Beschlussfassungen der Generalversammlung vom 25. Februar 2015

Die Generalversammlung hat zur Kenntnis genommen, dass Herr Erwin Heidenkampff sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft mit Wirkung zum 31. Dezember 2014 niedergelegt hat.

Die Generalversammlung beschloss, Herrn Winfried Schiegl, geboren am 25. Juni 1964 in Eichstaett wohnhaft in Walter-Paetzmann-Str. 7, D-82008 Unterhaching mit Wirkung zum 1. Januar 2015 zum neuen Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft bis zur Abhaltung der Jahreshauptversammlung im Jahre 2018, welche über die Feststellung des Jahresabschlusses des Gesellschaftsjahres endend zum 31. Dezember 2017 entscheidet, zu ernennen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049194/15.

(150056178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Amarilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 222, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 131.520.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015048969/9.

(150056920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

e-shelter Properties Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 180.259.

Les comptes annuels de la première année fiscale du 12 septembre 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015048933/11.

(150056967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Robles S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 179.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2015.

Sophie Zintzen
Mandataire

Référence de publication: 2015048748/12.

(150055537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

Advanzia Bank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 109.476.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société en date du 23 mars 2015 que l'assemblée a décidé de renommer M. Tor Erland Fyksen, M. Christian Holme, M. Bengt Arve Rem, M. Tom Ruud et Dr. Thomas Schlieper en tant que membres du conseil d'administration de la Société et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société approuvant les comptes annuels 2015:

De sorte que le conseil d'administration est composé comme suit:

- M. Tor Erland Fyksen
- M. Christian Holme
- M. Bengt Arve Rem
- M. Tom Ruud
- Dr. Thomas Schlieper

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

ADVANZIA Bank S.A.
Signatures

Référence de publication: 2015048939/22.

(150056186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Amarna Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 36.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015048971/9.

(150056616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

A-Promotions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1013 Luxembourg, 183, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 179.208.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015048938/11.

(150056932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Alba Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 450.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 159.342.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société en date du 30 mars 2015

- Il a été décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Diogo Alves en tant que gérant B de la Société avec effet au 4 mars 2015,
- de nommer Monsieur Vito Marinelli, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet immédiat pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015048943/14.

(150056503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Amantea Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 177.971.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés signées en date du 30 mars 2015 que:

- a) Mme. Marielle STIJGER, M. Dominique LE GAL et M. Michael FURTH ont démissionné de leur mandat en tant que gérant A de la Société, avec effet au 30 mars 2015, 24:00;
- b) M. Gilberto MAZZOCCHI, M. Massimiliano PAVAN et M. Ramon VAN HEUDSEN ont démissionné de leur mandat en tant que gérant B de la Société, avec effet au 30 mars 2015, 24:00;
- c) M. Yves BARTHELIS, né le 10 octobre 1973, à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, est nommé gérant A de la Société, avec effet au 31 mars 2015, 0:00, pour une durée illimitée; et
- d) M. Romain DELVERT, né le 26 juin 1973, à Tours, France, avec adresse professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, est nommé gérant B de la Société, avec effet au 31 mars 2015, 0:00, pour une durée illimitée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015048947/20.

(150056427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Aérienne Services Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 161.539.

Die Generalversammlung vom 31. März 2015 hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Rücktritt von Herrn Mukhles OMAR als Alleinverwalter wurde angenommen.
2. Wurde zum Alleinverwalter ernannt bis zur Generalversammlung die über die Bilanz per 31.12.2016 befindet:
 - Frau Carmen-Elena OMAR, geboren am 19. September 1975 in Bukarest, Juristin, wohnhaft in 53, Jiului Street, 013211 Bukarest, Rumänien.

Gleichlautender Auszug

Unterschrift

Référence de publication: 2015048937/14.

(150056885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Alexis S.A. SPF, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 182.318.

Par décision de l'administrateur du 24 mars 2015, Monsieur Alfred GUETTI, domicilié professionnellement au 8A, rue de Messancy, L-4962 CLEMENCY, a été coopté administrateur unique en remplacement de Monsieur Martin RUTLEDGE, démissionnaire au 31 mars 2015.

Le mandat de l'administrateur unique s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2021.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour: ALEXIS S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015048963/16.

(150056450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

AC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 142.540.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts signé en date du 9 mars 2015, que Optimus Fiduciaries Limited a transféré 40.000 parts sociales de catégorie B qu'il détenait dans la Société à:

- Monsieur John NETTLETON, né le 24 octobre 1970 à Driffield, Royaume-Uni, ayant l'adresse suivante: The Garth, Main Street, Bickerton, Wetherby, LS22 5ER, Royaume-Uni.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

| | |
|---|---|
| MREF II AC Holdings S.à r.l. | 1.500.000 parts sociales de catégorie A |
| Monsieur Malcolm Nicholas SANDERSON | 200.000 parts sociales de catégorie B |
| Optimus Fiduciaries Limited | 140.000 parts sociales de catégorie B |
| Monsieur Paul MORGAN | 40.000 parts sociales de catégorie B |
| Madame Katherine ROSE | 40.000 parts sociales de catégorie B |
| Monsieur Kevin Anthony SHAW | 40.000 parts sociales de catégorie B |
| Monsieur John NETTLETON | 40.000 parts sociales de catégorie B |

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

AC Holdings S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2015048956/24.

(150057003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Avenue Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.550,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.133.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 31 Mars 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Mr. Ramon van Heusden, né le 7 Mai 1967 à Nijmegen, demeurant professionnellement au 20 Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} Avril 2015 et pour une durée illimitée.

Référence de publication: 2015048953/12.

(150056979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

IK Small Cap Fund I No.4 SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 195.692.

—
Extrait du contrat social du 11 mars 2015

IK Small Cap Fund 1 GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 8195.450. (ci-après l'Associé Commandité),

a signé, le 11 mars 2015, un contrat social (le Contrat) de société en commandite spéciale (la Société) dont est extrait ce qui suit:

" **1. Forme.** La Société est une société en commandite spéciale qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et par le Contrat.

2. Dénomination. La dénomination de la Société est IK Small Cap Fund 1 No. 4 SCSp.

3. Siège Social. Le siège social de la Société est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Objet social. Le partenariat peut participer à la gestion, la supervision ou au contrôle de l'activité ou des opérations de n'importe quelle entreprise de portefeuille et peut exécuter, délivrer et réaliser tous les contrats et autres engagements, et prendre part à toutes les activités et transactions que le GFIA estimera nécessaires ou recommandées pour atteindre les buts et objectifs du partenariat. Sauf clause contraire contenue dans le contrat, le partenariat n'aura ni le pouvoir d'emprunter de l'argent ni de donner des garanties ou indemnités. Le partenariat (agissant à travers l'Associé Commandité, le GFIA, le fonds délégataire (si autorisé pour le compte du partenariat) ou toutes autres personnes pour le compte du partenariat) peut exécuter, délivrer et réaliser tous les contrats et autres engagements et prendre part à toutes les activités et les transactions qui peuvent être nécessaires ou recommandées pour effectuer les buts et objectifs précédemment cités, à condition que de telles activités et transactions entrent dans les limites de la politique d'investissement exposée dans le contrat.

5. Durée. La Société est constituée au 11 mars 2015 pour une durée indéterminée.

6. Responsabilité de l'Associé Commandité. L'Associé Commandité est responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être couvertes par les actifs de la Société.

7. Gestion de la Société. La Société est gérée par l'Associé Commandité (le Gérant).

Tous les pouvoirs seront exercés par l'Associé Commandité.

Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration dans l'intérêt de la Société et dispose de tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet de la Société.

8. Représentation de la Société. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature de l'un ou des gérants conformément à l'article 22.3 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales."

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IK Small Cap Fund 1 GP S.à r.l.

Référence de publication: 2015048496/40.

(150055560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

Highland Ent VII- PRI (1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.932,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 146.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 mars 2015.

Référence de publication: 2015049208/10.

(150056500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

All 4 IT Groupe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 85.441.

Arcadia Gestion S.A. de siège social 84 Grand-Rue à 1660 Luxembourg inscrit au RCS: B114043, démissionne de sa fonction de commissaire aux comptes et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/01/2015.

Arcadia Gestion SA

Référence de publication: 2015048964/12.

(150056838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Aero Marketing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 154.881.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, réunie extraordinairement, tenue en date du 4 mars 2015:

- L'assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateur, Monsieur Frank CHRISTIAENS, né le 7 mai 1968 à TONGRES (Belgique), demeurant 54, Op der Sterz, L-5823 Fentange.
- L'assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateur, Maître Alain LORANG, né le 31 mars 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement 41, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015048958/15.

(150056394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Agrichemalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.472.

Extrait de l'A.G. Ordinaire du 22 décembre 2014

L'Assemblée générale décide, à l'unanimité des voix, de renouveler le mandat des administrateurs pour une période de 6 ans. Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Goudsmit & Tang Management Company Sàrl, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A boulevard Royal, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 41819.
- M. Bernard ZIMMER, né le 25 octobre 1952 à Kinshasa (République démocratique du Congo), demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25A boulevard Royal
- International Business & Partners S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A boulevard Royal, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 35973.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015048960/17.

(150056195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Lumolux, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 177.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049313/9.

(150056873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Electronique Commerciale Européenne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 77.283.

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la Société daté du 17 février 2015 que:

- SG AUDIT S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 75 908 ayant son siège social au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg a été nommée dépositaire des actions au porteur de ELECTRONIQUE COMMERCIALE EUROPEENNE S.A., conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Pour extrait conforme
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015049127/13.

(150056208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

RMMA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 195.710.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth of February.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mr. Stephan Bernhard WOERNLE, managing director, born on 5 April 1969 in Apples (Vaud), Switzerland, residing at Armani Residences 1306, Burj Khalifa, Downtown Dubai, United Arab Emirates,

here represented by Mr. Sylvain KIRSCH, director, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on February 19, 2015.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the attorney of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for purposes of registration.

The above named party, represented as mentioned above, has declared its intention to constitute by the present deed a private limited liability company under the name of RMMA S.à r.l. (the "Company") and to draw up its articles of association as follows:

Title I. - Name, Registered office, Purpose, Duration

Art. 1. There exists a private limited liability company which will be governed by the laws in effect and especially by those of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (hereafter the "Law") as well as by the present articles (hereafter the "Articles").

Art. 2. The name of the Company is "RMMA S.à r.l.".

Art. 3. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. It can be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or the board of managers, as the case may be.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The Company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of real estate, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries, affiliated or group companies. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and other debt instruments of any kind and it may lend money to its subsidiaries and may give security and guarantees to secure its own and the obligations of its group companies.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation as well as any transactions on real estate or on movable property which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The Company is established for an unlimited term.

Art. 6. The death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or the failure of one of the partners will not put an end to the Company.

Title II. - Capital, Shares

Art. 7. The capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares of one euro (EUR 1) each.

Art. 8. Shares can be freely transferred by the sole partner, as long as there is only one partner.

In case there is more than one partner, shares are freely transferable among partners. Transfer of shares inter vivos to non-partners may only be made with the prior approval given in general meeting of partners representing at least three quarters (3/4) of the share capital of the Company.

For all other matters, reference is made to Articles 189 and 190 of the Law.

Art. 9. The heirs, representatives or entitled persons of a partner and creditors of a partner cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the Company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The Company is managed by one or more managers appointed by the partners for an undetermined term. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for the accomplishment of the corporate purpose of the Company, except those expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the sole manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers represented by the manager delegated for this purpose.

In case of only one appointed sole manager, the company shall be bound by the sole signature of such sole manager. In case of plurality of managers, the Company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers.

The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

In case of plurality of managers, the board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the votes of the managers present either in person or by proxy.

All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

Resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two managers.

Title IV. - General Meeting of Partners

Art. 11. The sole partner shall exercise all the powers vested with the general meeting of the partners under section XII of the Law.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole partner. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes, kept in a special register.

In case there is more than one partner, decisions of partners shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the manager or board of managers, as the case may be. Resolutions shall be validly adopted by the partners representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters (3/4) of the Company's capital (subject to the provisions of the Law).

All general meetings of partners shall take place in Luxembourg.

Each part carries one vote at all meetings of partners.

Any partner may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a partner, to represent him at a general meeting of partners and to vote in his name and stead.

Title V. - Financial year, Profits, Reserves

Art. 12. The financial year of the Company starts on 1 January of each year and ends on 31 December of the following year.

Art. 13. Each year on 31 December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The remainder of the net profit is at the disposal of the general meeting of partners.

Title VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 14. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be partners, designated by the meeting of partners at the majority defined by Article 142 of the Law. The liquidator (s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the partners on the shares of the Company.

The final surplus will be distributed to the partners in proportion to their respective participation in the Company.

Title VII. - Varia

Art. 15. The parties refer to the existing Law and regulations for all matters not mentioned in the present Articles.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the appearing party, Mr Stephan Bernhard WOERNLE, prenamed, declares to subscribe twelve thousand five hundred (12,500) shares.

All the shares have been fully paid up by a contribution in cash, so that as a result the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now at the disposal of the Company as has been certified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the appearing party, represented as stated above, and representing the entirety of the subscribed capital passed the following resolutions:

- 1) The registered office of the Company is fixed at 6, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg;
- 2) The following person has been elected as manager (gérant) of the Company for an undetermined period:

Mr Stephan Bernhard WOERNLE, managing director, born on 5 April 1969 in in Apples (Vaud), Switzerland, residing at Armani Residences 1306, Burj Khalifa, Downtown Dubai, United Arab Emirates.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, the said proxyholder signed together with the notary, the present deed.

Follows the German version:

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am sechszwanzigsten Februar.

Vor Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Stephan Bernhard WOERNLE, Geschäftsführer, geboren am 5. April 1969 in Apples (Vaud), Schweiz, mit Wohnsitz in Armani Residences 1306, Burj Khalifa, Downtown Dubai, United Arab Emirates,

hier vertreten durch Herrn Sylvain KIRSCH, Direktor, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, durch eine am 19. Februar 2015 erteilte Vollmacht.

Welche Vollmacht, nachdem sie durch den oben genannten Vertreter und den unterzeichnenden Notar „ne varietur“ gezeichnet wurde, mit dieser Urkunde verbunden bleiben soll, um zusammen registriert zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben erwähnt, erklärt ihre Absicht, mit dieser Urkunde eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen RMMA S.à r.l. zu gründen und die folgende Satzung aufzustellen:

Titel I. - Firma, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es existiert eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche den bestehenden luxemburgischen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, (das „Gesetz“) und der hiernach folgenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Der Name der Gesellschaft lautet „RMMA S.à r.l.“.

Art. 3. Der Gesellschaftssitz ist in der Gemeinde Luxemburg. Er kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Satzungsänderung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Der Sitz kann durch Beschluss des Geschäftsführers bzw. des Vorstands innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt.

Im Falle außergewöhnlicher politischer oder wirtschaftlicher Ereignisse, welche auftreten oder sich dringlich ergeben und die normale Aktivität oder Kommunikation am Gesellschaftssitz mit dem Ausland erschweren, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis diese Ereignisse oder Umstände nicht mehr vorhanden sind.

Eine solche Entscheidung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Entscheidung wird durch das Organ der Gesellschaft an Drittparteien bekannt gemacht, welches am besten dafür in der Lage ist.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen, in jeder bestehenden Form, an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung, oder auf andere Art, sowie der Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Art, von Grundeigentum, Aktien, Schuldverschreibungen, Pfandbriefen, Schuldscheinen oder anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, die Entwicklung sowie das Management seines Portfolios.

Die Gesellschaft kann an der Gründung und der Fortführung jeglicher Finanz-, Industrie- oder Handelsunternehmen teilnehmen und Unterstützung im Wege von Darlehen, Bürgschaften, Garantien oder auf andere Weise für seine Tochterunternehmen, Zweigniederlassungen oder andere Unternehmen derselben Gruppe leisten. Die Gesellschaft kann in jeglicher Art Darlehen aufnehmen, und Schuldverschreibungen jeglicher Art emittieren, und kann ihren Tochtergesellschaften Geld leihen, und Sicherheiten und Garantie gewähren, um ihre eigene Verpflichtungen und die Verpflichtungen von Gesellschaften ihrer Gruppe zu besichern.

Generell kann die Gesellschaft alle kontrollierenden oder beaufsichtigenden Maßnahmen ergreifen, um jegliche finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen, handelsbezogenen oder industriellen Aktivitäten sowie alle Transaktionen auf Immobilien oder an beweglichen Sachen auszuführen, die es für nützlich und notwendig erachtet, um den Gesellschaftszweck zu erreichen und zu fördern.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht durch Tod, die Aussetzung der Bürgerrechte, Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile von je einem Euro (1,- EUR).

Art. 8. Die Anteile können, solange es nur einen Gesellschafter gibt, von diesem Gesellschafter ohne Beschränkungen übertragen werden.

Im Falle, dass es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 9. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. - Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche von den Gesellschaftern für eine unbestimmte Dauer gewählt werden, verwaltet. Sofern mehrere Geschäftsführer gewählt sind, bilden sie einen Vorstand. Die Geschäftsführer können ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können, wobei ihm alle Befugnisse zustehen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden.

Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt der alleinige Geschäftsführer, oder im Falle des Vorstands der vom Vorstand dafür autorisierte Geschäftsführer, die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

Existiert nur ein alleiniger Geschäftsführer, so wird die Gesellschaft durch die Unterschrift dieses alleinigen Geschäftsführers verpflichtet. Im Falle der Ernennung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstandes rechtswirksam verpflichtet.

Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an Unterbevollmächtigte oder an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer kann der Vorstand nur wirksam entscheiden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Vorstandes benötigen eine Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer. Alle Sitzungen des Vorstandes finden in Luxemburg statt.

Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterzeichnet sind, gelten als genauso wirksam angenommen, als wenn diese Beschlüsse bei einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung getroffen worden wären. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

Außerdem soll jedes Vorstandsmitglied, welches an einer Vorstandssitzung im Wege einer Kommunikationshilfe (einschließlich Telefon) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls durch eine Kommunikationshilfe) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, das andere Vorstandsmitglied jederzeit während der Sitzung zu hören und selbst gehört zu werden, für diese Vorstandssitzung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt werden.

Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so soll der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

Die Protokolle der Sitzung der Geschäftsführung werden von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder die Auszüge solcher Protokolle, die für Gerichtsverfahren oder anderweitig angefertigt werden, werden von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Titel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 11. Der einzige Gesellschafter ist mit allen Zuständigkeiten ausgestattet, die der Gesellschafterversammlung nach Abschnitt XII des Gesetzes eingeräumt werden.

Alle Entscheidungen, welche nicht in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder des Vorstands fallen, können vom Gesellschafter getroffen werden. Jede solche Entscheidungen muss schriftlich verfasst, in einem Protokoll festgehalten und in einem speziellen Register registriert werden.

Sollte mehr als ein Gesellschafter existieren, so werden die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative des Geschäftsführers oder des Vorstands. Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung können mit Blick auf das geltende Gesetz nur wirksam gefasst werden, wenn ein solcher Beschluss von der Mehrheit der Gesellschafter gefasst wird, wobei ein Quorum von drei Viertel (3/4) des existierenden Gesellschaftskapitals anwesend sein muss (vorbehaltlich Bestimmungen des Gesetzes).

Alle Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Jeder Gesellschaftsanteil beinhaltet das Recht zur Abgabe einer Stimme auf jeder Gesellschafterversammlung.

Jeder Gesellschafter kann im Wege einer schriftlichen Vollmacht eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, autorisieren, ihn auf einer Gesellschafterversammlung zu vertreten und in seinem Namen und auf seine Rechnung abzustimmen.

Titel V. - Geschäftsjahr, Gewinn, Reserven

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember des folgenden Jahres.

Art. 13. Jedes Jahr, am 31. Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Das Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter zur Verfügung.

Titel VI. - Liquidation, Auflösung

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden. Der/Die Liquidator(en) verfügt/verfügen über die weitestgehenden Befugnisse zur Realisierung des existierenden Vermögens und Begleichung der Verpflichtungen.

Der nach der Begleichung aller Kosten, Schulden und Ausgaben, welche aufgrund der Liquidation entstehen, zur Verfügung stehende Betrag soll verwendet werden, um die von den Gesellschaftern auf Gesellschaftsanteile eingezahlten Beträge zurückzuzahlen.

Der danach noch bestehende Restbetrag wird an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Gesellschaftsbeteiligung ausbezahlt.

Titel VII. - Verschiedenes

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung - Einzahlung

Nachdem diese Satzung wie obenstehend verfasst wurde, erklärt die erschienene Partei, Herr Stephan Bernhard WOERNLE, zuvor genannt, alle zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Gesellschaft zu zeichnen.

Alle Anteile wurden vollständig durch Barzahlung eingezahlt, so dass ab dem jetzigen Zeitpunkt, der Betrag von zwölf-tausend fünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, was von dem unterzeichnenden Notar, bestätigt wird.

61027

Kosten

Die aufgrund dieser Gründung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Nach der Gründung dieser Gesellschaft, entscheidet der oben erwähnte einzige Gesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, wie folgt:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft ist in 6, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg;
- 2) Als Geschäftsführer (gérant) der Gesellschaft, für eine unbestimmte Dauer, wird folgende Person ernannt:

Herr Stephan Bernhard WOERNLE, Geschäftsführer, geboren am 5. April 1969 in Apples (Vaud), Switzerland, mit Wohnsitz in Armani Residences 1306, Burj Khalifa, Downtown Dubai, United Arab Emirates.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der oben erschienenen Partei, die vorliegende Satzung in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Version, verfasst ist und, dass auf Hinweis derselben erschienenen Partei im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version maßgebend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde dem anwesenden Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, hat dieser Bevollmächtigte zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: S. Kirsch et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 9 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/5046. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Référence de publication: 2015048761/324.

(150055806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

Benton Finance Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège de direction effectif: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 196.607.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-seventh day of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Aon Corporation, a corporation governed by the laws of United States of America, with registered office at 200, East Randolph, 3rd Floor, Chicago, Illinois, 60601, United States of America (the "Sole Member"),

here represented by Mrs Valérie COQUILLE, Legal Manager, with professional address at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The party, represented as stated above, requests the undersigned notary to record the following:

I. The appearing party is the sole member of BENTON FINANCE LIMITED, a private company limited by shares organized under the laws of England and Wales, having its registered office at 8 Devonshire Square, London, EC2M 4PL, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 9492244 (the "Company"). The original date of incorporation of the Company is 16 March 2015.

II. The 20,000 (twenty thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Member expressly states having been duly informed beforehand.

III. The agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. Acknowledgment of the location of the principal establishment and effective place of management and control (central administration) of the Company in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. Acknowledgement and approval of the articles of association of the Company compliant with Luxembourg legislation on the “société à responsabilité limitée”;

3. Confirmation of the description and consistency of the assets and liabilities of the Company; and

4. Acknowledgement of the continuation of the current mandates of Mr. Lambert Schroeder and Mr. Denis Regrain, as directors of the Company and approval of the appointment of Ernst & Young LLP as auditor of the Company.

IV. The meeting was provided with the following documents:

i. A copy of the current articles of association of the Company;

ii. A copy of the certificate of good standing issued by the Registrar of Companies for England and Wales regarding the Company;

iii. An interim balance sheet of the Company and a statement of value as at 20 March 2015.

All the above mentioned documents having been signed “ne varietur” by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

After approval of the above statements, the Sole Member passed the following resolutions:

First resolution:

The Sole Member resolves to acknowledge and confirm that the effective place of management and control (central administration) of the Company is located at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg since the incorporation of the Company in the United Kingdom on 16 March 2015.

The Sole Member confirms that the registered office of the Company is located at 8 Devonshire Square, London, EC2M 4PL, United Kingdom.

Second resolution:

The Sole Member resolves that the Company operates in the Grand Duchy of Luxembourg under the form of a Luxembourg private limited liability (société à responsabilité limitée), under the understanding that the Company shall continue to be regarded under the laws of England and Wales as a validly incorporated English private company limited by shares.

The Sole Member resolves to acknowledge the compliance of the articles of association of the Company, both with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to a Luxembourg “société à responsabilité limitée” and the laws of England and Wales applicable to an English private company limited by shares.

The Sole Member further resolves to ratify the articles of association of the Company, the terms of which are reproduced hereafter:

Part 1. Preliminary

1. Articles of association. These articles constitute the articles of association of the company. No regulations contained in any statute or subordinate legislation of the Companies Acts, including the regulations contained in Schedule 1 to The Companies (Model Articles) Regulations 2008, apply to the company.

Interpretation and limitation of liability

2. Defined terms. In the articles, unless the context requires otherwise:

“articles” means the company’s articles of association;

“auditors” means the auditors of the company;

“bankruptcy” includes individual insolvency proceedings in a jurisdiction other than England and Wales or Northern Ireland which have an effect similar to that of bankruptcy;

“chairman” has the meaning given in article 16;

“chairman of the meeting” has the meaning given in article 48;

“Companies Acts” means the Companies Acts (as defined in section 2 of the Companies Act 2006), in so far as they apply to the company;

“director” means a director of the company, and includes any person occupying the position of director, by whatever name called and “directors” means the directors or any of them acting as the board of directors of the company;

“distribution recipient” has the meaning given in article 40;

“document” includes, unless otherwise specified, any document sent or supplied in electronic form;

“electronic form” has the meaning given in section 1168 of the Companies Act 2006;

“fully paid” in relation to a share, means that the nominal value and any premium to be paid to the company in respect of that share have been paid to the company;

“hard copy form” has the meaning given in section 1168 of the Companies Act 2006;

“holder” in relation to shares means the person whose name is entered in the register of members as the holder of the shares;

“instrument” means a document in hard copy form;

“member” has the meaning given in section 112 of the Companies Act 2006;

“office” means the registered office of the company;

“ordinary resolution” means a resolution of the members passed by a simple majority representing more than half of the aggregate nominal value of the shares in the company;

“paid” means paid or credited as paid;

“parent company” means a company (wherever incorporated) which is the holder of not less than ninety per cent of the issued shares of the company;

“participate”, in relation to a directors’ meeting, has the meaning given in article 14;

“proxy notice” has the meaning given in article 53;

“secretary” means the secretary of the company or any other person appointed to perform the duties of the secretary of the company, including a joint, assistant or deputy secretary;

“shares” means shares in the company;

“special resolution” means a resolution of the members passed by a majority of members representing not less than 75% of the aggregate nominal value of the shares in the company;

“subsidiary” has the meaning given in section 1159 of the Companies Act 2006;

“transmittee” means a person entitled to a share by reason of the death or bankruptcy of a member, or in consequence of the merger or consolidation of any member, being a corporation, or otherwise by operation of law; and

“writing” means the representation or reproduction of words, symbols or other information in a visible form by any method or combination of methods, whether sent or supplied in electronic form or otherwise.

Unless the context otherwise requires, other words or expressions contained in these articles bear the same meaning as in the Companies Act 2006 as in force on the date when these articles become binding on the company.

Unless expressly provided otherwise, a reference to a statute, statutory provision or subordinate legislation is a reference to it as it is in force from time to time, taking account of:

- a) any subordinate legislation from time to time made under it; and
- b) any amendment or re-enactment and includes any statute, statutory provision or subordinate legislation which it amends or re-enacts.

Clause and paragraph headings are inserted for ease of reference only and shall not affect construction.

3. Liability of members. The liability of the members is limited to the amount, if any, unpaid on the shares held by them.

Part 2.

4. Form, Name, Object, Registered Office And Duration.

- 1) The company is a private company limited by shares (société à responsabilité limitée).
- 2) The company’s name is BENTON Finance Limited.
- 3) The company’s purpose is:
 - a) to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, companies or enterprises;
 - b) to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the company shall deem fit;
 - c) generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;
 - d) to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;
 - e) to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the company (the “affiliates”) any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favour of a third-party lender of the affiliates);
 - f) to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; and
 - g) generally to do all such other things as may appear to the company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.
- 4) The company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

5) The company has its registered office in London, United Kingdom and its principal establishment and effective place of management and control in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

6) The company is constituted for an unlimited duration.

5. Capital - Shares. The company's nominal share capital is USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), represented by 20,000 (twenty thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each. All the shares have been fully subscribed and paid up.

6. Financial Year. The company's financial year begins on January 1 and closes on December 31.

Directors

Directors' powers and responsibilities

7. Directors' general authority.

1) Subject to the articles, the directors are responsible for the management of the company's business, for which purpose they may exercise all the powers of the company.

2) If:

a) the company only has one director; and

b) no provision of the articles requires it to have more than one director,
the sole director shall have authority to execute any documents on behalf of the company.

3) If the company has more than one director, any director acting severally shall have authority to execute any documents on behalf of the company.

8. Directors may delegate.

1) Subject to the articles, the directors may delegate any of the powers which are conferred on them under the articles:

a) to such person or committee;

b) by such means (including by power of attorney);

c) to such an extent;

d) in relation to such matters or territories; and

e) on such terms and conditions;

as they think fit.

2) Any such delegation shall, in the absence of express provision to the contrary in the terms of delegation, be deemed to include authority to subdelegate all or any of the powers delegated.

3) The directors may revoke any delegation in whole or part, or alter its terms and conditions.

9. Committees.

1) Committees to which the directors delegate any of their powers must follow procedures which are based as far as they are applicable on those provisions of the articles which govern the taking of decisions by directors.

2) The directors may co-opt persons other than directors onto any such committee. Any such co-opted persons may enjoy voting rights in the committee.

3) The directors may make rules of procedure for all or any committees, which prevail over rules derived from the articles if they are not consistent with them. Except as any such rules made by the directors otherwise require, the members of a committee shall regulate the proceedings of the committee.

10. Associate directors. The directors may appoint any person to any office or employment having a designation or title including the word "director" and/or may attach such a designation or title to any existing office or employment with the company and may terminate any such appointment or the use of any such designation or title. The inclusion of the word "director" in the designation or title of any such office or employment shall in no way imply that the holder is a director of the company, and the holder shall not thereby be empowered in any respect to act as, or be deemed to be, a director of the company for any of the purposes of the articles.

Decision-making by directors

11. Directors to take decisions collectively.

1) The general rule about decision-making by directors is that any decision of the directors must be either a majority decision at a meeting or a decision taken in accordance with article 12.

2) If:

a) the company only has one director; and

b) no provision of the articles requires it to have more than one director,

the general rule does not apply, and the director may take decisions without regard to any of the provisions of the articles relating to directors' decision-making, save that he shall comply with the requirements of article 19.

12. Unanimous decisions.

- 1) A decision of the directors is taken in accordance with this article when all eligible directors indicate to each other by any means that they share a common view on a matter.
- 2) Such a decision may take the form of a resolution in writing where each eligible director has signed one or more copies of it, or to which each eligible director has otherwise indicated agreement in writing.
- 3) References in this article to eligible directors are to directors who would have been entitled to vote on the matter had it been proposed as a resolution at a directors' meeting (but excluding any director whose vote is not to be counted in respect of the particular matter).
- 4) A decision may not be taken in accordance with this article if the eligible directors would not have formed a quorum at such a meeting.

13. Calling a directors' meeting.

- 1) Any director may call a directors' meeting by giving notice of the meeting to the directors or by authorising the secretary (if any) to give such notice.
- 2) Notice of any directors' meeting must indicate:
 - a) its proposed date and time;
 - b) where it is to take place; and
 - c) if it is anticipated that directors participating in the meeting will not be in the same place, how it is proposed that they should communicate with each other during the meeting.
- 3) Notice of a directors' meeting must be given to each director, but need not be in writing.
- 4) Notice of a directors' meeting need not be given to directors who waive their entitlement to notice of that meeting, by giving notice to that effect to the company not more than 7 days after the date on which the meeting is held. Where such notice is given after the meeting has been held, that does not affect the validity of the meeting, or of any business conducted at it.

14. Participation in directors' meetings.

- 1) Subject to the articles, directors participate in a directors' meeting, or part of a directors' meeting, when:
 - a) the meeting has been called and takes place in accordance with the articles; and
 - b) they can each communicate to the others any information or opinions they have on any particular item of the business of the meeting.
- 2) In determining whether directors are participating in a directors' meeting, it is irrelevant where any director is or how they communicate with each other.
- 3) Board of directors' meetings shall be ordinarily held at the company's principal place of business in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place as the Board may occasionally agree in advance of the meeting.

15. Quorum for directors' meetings.

- 1) At a directors' meeting, unless a quorum is participating, no proposal is to be voted on, except a proposal to call another meeting.
- 2) The quorum for directors' meetings may be fixed from time to time by a decision of the directors, but it must never be less than two, and unless otherwise fixed it is two provided that:
 - (a) if and so long as there is only one director the quorum shall be one; and
 - (b) for the purposes of any meeting held pursuant to article 19 to authorise a director's conflict, if there is only one director besides the director concerned, the quorum shall be one.
- (3) If the total number of directors for the time being is less than the quorum required, the directors must not take any decision other than a decision to call a general meeting so as to enable the members to appoint further directors.

16. Chairing of directors' meetings.

- 1) The directors may appoint a director to chair their meetings.
- 2) The person so appointed for the time being is known as the chairman.
- 3) The directors may terminate the chairman's appointment at any time.
- 4) If the chairman is not participating in a directors' meeting within ten minutes of the time at which it was to start, the participating directors must appoint one of themselves to chair it.

17. Voting at directors' meetings: general rules.

- 1) Subject to the articles, each director participating in a directors' meeting has one vote.
- 2) Subject to such disclosure as is required by law and the articles, a director who is interested in an actual or proposed transaction or arrangement with the company is to be counted as participating in the decision making process (including for this purpose any directors' meeting or part of a directors' meeting) for quorum and voting purposes.

18. Chairman's casting vote at directors' meetings.

1) If the numbers of votes for and against a proposal are equal, the chairman or other director chairing the meeting has a casting vote.

2) But this does not apply if, in accordance with the articles, the chairman or other director chairing the meeting is not to be counted as participating in the decision-making process for quorum or voting purposes.

19. Conflicts of interest.

1) Subject to the articles, and provided that he has declared the nature and extent of his interest in accordance with the requirements of the Companies Acts, a director notwithstanding his office:

a) may be a party to, or otherwise interested in, any transaction or arrangement with the company or in which the company is otherwise interested;

b) may be a director or other officer of, or employed by, or a party to any transaction or arrangement with, or otherwise interested in, any body corporate promoted by the company or in which the company is otherwise interested;

c) may be a director or other officer of, or employed by, or a party to any transaction or arrangement with, or otherwise interested in, any parent undertaking or subsidiary undertaking of the company, or any subsidiary undertaking of any parent undertaking of the company, or any body corporate in which any such parent undertaking or subsidiary undertaking is interested; and

d) shall be entitled to participate in the decision making process for quorum and voting purposes on any resolution concerning a matter in which he has directly or indirectly, an interest or duty that conflicts or may conflict with the interest of the company

and:

i. unless the directors decide otherwise shall not, by reason of his office, be accountable to the company for any remuneration or other benefit which he derives from any such office or employment or from any such transaction or arrangement or from any interest in any such body corporate and no such transaction or arrangement shall be liable to be avoided on the ground of any such interest or benefit;

ii. shall not infringe his duty to avoid a situation in which he has, or can have, a direct or indirect interest that conflicts, or possibly may conflict, with the interests of the company as a result of holding any such office or employment with or being a party to any such transaction or arrangement or otherwise being interested in any such body corporate;

iii. shall not be required to disclose to the company, or use in performing his duties as a director of the company, any information relating to any such office or employment if to make such a disclosure or use would result in a breach of a duty or obligation of confidence owed by him in relation to or in connection with that office, employment, transaction, arrangement or interest; and

iv. may absent himself from discussions, whether in meetings of the directors or otherwise, and exclude himself from the receipt or use of information, which will or may relate to that office, employment, transaction, arrangement or interest.

2) The directors may authorise (subject to such terms and conditions, if any, as they may think fit to impose from time to time, and subject always to their right to vary or terminate such authorisation, to the fullest extent permitted by law):

a) any matter which would otherwise result in a director infringing his duty to avoid a situation in which he has, or can have, a direct or indirect interest that conflicts, or possibly may conflict, with the interests of the company and which may reasonably be regarded as likely to give rise to a conflict of interest (including a conflict of interest and duty or conflict of duties); and

b) a director to accept or continue in any office, employment or position in addition to his office as a director of the company (not being an office, employment or position which the director is authorised to hold pursuant to article 17 (1) (b) and/or article 17 (1)(c))

and may authorise the manner in which a conflict of interest arising out of such matter, office, employment or position may be dealt with, either before or at the time that such a conflict of interest arises.

3) Any authorisation pursuant to article 19(2) is effective only if:

a) the matter in question was proposed in writing for consideration at a directors' meeting, in accordance with normal procedures or in such other manner as the directors may approve;

b) any requirement as to the quorum at the meeting at which the matter is considered is met without counting the director in question or any other interested director; and

c) the matter was agreed to without their voting or would have been agreed to if their votes had not been counted.

4) In relation to any matter, office, employment or position that has been authorised pursuant to article 19(2) (subject to such terms and conditions, if any, as the directors may think fit to impose from time to time, and subject always to their right to vary or terminate such authorisation or the permissions set out below):

a) the director shall not be required to disclose to the company, or use in performing his duties as a director of the company, any information relating to such matter, or such office, employment or position, if to make such a disclosure or use would result in a breach of a duty or obligation of confidence owed by him in relation to or in connection with that matter, or that office, employment or position;

b) the director may absent himself from discussions, whether in directors' meetings or otherwise, and exclude himself from the receipt or use of information, which will or may relate to that matter, or that office, employment or position; and

c) the director shall not, by reason of his office as a director of the company, be accountable to the company for any remuneration or other benefit which he derives from any such matter, or from any such office, employment or position.

5) Subject to article 19(6) below, if a question arises at a meeting of directors or of a committee of directors as to the right of a director to participate in the meeting (or part of the meeting) for voting or quorum purposes, the question may, before the conclusion of the meeting, be referred to the chairman, whose ruling in relation to any director other than the chairman is to be final and conclusive.

6) If any question as to the right to participate in the meeting (or part of the meeting) should arise in respect of the chairman, the question is to be decided by a decision of the directors at that meeting, for which purpose the chairman is not to be counted as participating in the meeting (or that part of the meeting) for voting or quorum purposes.

20. Records of decisions to be kept. The directors must ensure that the company keeps a record, in writing of every unanimous or majority decision taken by the directors.

21. Directors' discretion to make further rules. Subject to the articles, the directors may make any rule which they think fit about how they take decisions, and about how such rules are to be recorded or communicated to directors.

Appointment of directors

22. Methods of appointing and removing directors.

1) The holder or holders for the time being of more than one half in nominal value of the shares giving the right to attend and vote at a general meeting of the company or the parent company (if any) may at any time and from time to time appoint any person who is willing to act as a director, and is permitted by law to do so, to be a director, either to fill a vacancy or as an additional director, and may remove at any time and at their discretion any director from office.

2) Any appointment or removal of a director in accordance with article 22(1) must be approved by an ordinary resolution and effected by notice in writing to the company signed by the person making the appointment or removal or in any other manner approved by the directors.

23. Termination of director's appointment. A person ceases to be a director as soon as:

a) that person ceases to be a director by virtue of any provision of the Companies Act 2006 or is prohibited from being a director by law;

b) a bankruptcy order is made against that person;

c) a composition is made with that person's creditors generally in satisfaction of that person's debts;

d) a registered medical practitioner who is treating that person gives a written opinion to the company stating that that person has become physically or mentally incapable of acting as a director and may remain so for more than three months;

e) by reason of that person's mental health, a court makes an order which wholly or partly prevents that person from personally exercising any powers or rights which that person would otherwise have;

f) notification is received by the company from the director that the director is resigning from office as director, and such resignation has taken effect in accordance with its terms;

g) that person is convicted of a criminal offence involving fraud or dishonesty and the directors resolve that he shall for that reason cease to be a director; or

h) that person is removed as a director in accordance with article 22(1).

24. Directors' remuneration.

1) Directors may undertake any services for the company that the directors decide.

2) Directors are entitled to such remuneration as the members determine by ordinary resolution:

a) for their services to the company as directors; and

b) for any other service which they undertake for the company.

3) Subject to the articles, a director's remuneration may:

a) take any form; and

b) include any arrangements in connection with the payment of a pension, allowance or gratuity, or any death, sickness or disability benefits, to or in respect of that director.

4) Unless the directors decide otherwise, directors' remuneration accrues from day to day.

25. Directors' expenses. The company may pay any reasonable expenses which the directors properly incur in connection with their attendance at:

a) meetings of directors or committees of directors;

b) general meetings; or

c) separate meetings of the holders of any class of shares or of debentures of the company, or otherwise in connection with the exercise of their powers and the discharge of their responsibilities in relation to the company.

Secretary

26. Appointment and removal of secretary.

1) Subject to the articles, the secretary shall be appointed by the holder or holders for the time being of more than one half in nominal value of the shares giving the right to attend and vote at a general meeting of the company or the parent company (if any) or by the directors for such term, at such remuneration and upon such conditions as they may think fit and any secretary so appointed may be removed by such appointor(s).

2) Two or more joint secretaries, each of whom shall have full authority to act alone and independently of each other, may be appointed pursuant to the provisions of this article 26.

Part 3. Shares and distributions

Issue of shares

27. Powers to allot and issue shares including different classes of shares.

1) Subject to the articles, but without prejudice to the rights attached to any existing share, the company may issue shares with such rights or restrictions as may be determined by special resolution.

2) The company may issue shares which are to be redeemed, or are liable to be redeemed at the option of the company or the holder, and the directors may determine the terms, conditions and manner of redemption of any such shares.

Interests in shares

28. Company not bound by less than absolute interests. Except as required by law, no person is to be recognised by the company as holding any share upon any trust, and except as otherwise required by law or the articles, the company is not in any way to be bound by or recognise any interest in a share other than the holder's absolute ownership of it and all the rights attaching to it.

Share certificates

29. Certificates to be issued.

1) The company must issue each member with one or more certificates in respect of the shares which that member holds.

2) Except as otherwise specified in the articles, all certificates must be issued free of charge.

3) No certificate may be issued in respect of shares of more than one class.

4) If more than one person holds a share, only one certificate may be issued in respect of it.

30. Contents and execution of share certificates.

1) Every certificate must specify:

a) in respect of how many shares, of what class, it is issued;

b) the nominal value of those shares;

c) the amount paid up on them; and

d) any distinguishing numbers assigned to them.

2) Certificates must:

a) have affixed to them the company's common seal; or

b) be otherwise executed in accordance with the Companies Acts.

31. Replacement share certificates.

1) If a certificate issued in respect of a member's shares is:

a) damaged or defaced; or

b) said to be lost, stolen or destroyed,

that member is entitled to be issued with a replacement certificate in respect of the same shares.

2) A member exercising the right to be issued with such a replacement certificate:

a) may at the same time exercise the right to be issued with a single certificate or separate certificates;

b) must return the certificate which is to be replaced to the company if it is damaged or defaced; and

c) must comply with such conditions as to evidence, indemnity and the payment of a reasonable fee as the directors decide.

Transfer and transmission of shares

32. Transfers of shares.

1) Shares may be transferred by means of an instrument of transfer in any usual form or any other form approved by the directors, which is executed by or on behalf of:

- a) the transferor; and
- b) the transferee.

2) No fee may be charged for registering any instrument of transfer or other document relating to or affecting the title to any share.

3) The company may retain any instrument of transfer which is registered.

4) The transferor remains the holder of a share towards the Company and third-parties until the transferee's name is entered in the register of members as holder of it.

5) The directors shall register a transfer of shares which is:

a) lodged at the office or such other place as the directors have appointed, notified to the company or accepted by the company;

b) accompanied by the certificate for the shares to which it relates, or such other evidence as the directors may reasonably require to show the transferor's right to make the transfer, or evidence of the right of someone other than the transferor to make the transfer on the transferor's behalf; and

c) presented for registration duly stamped or is an exempt transfer within the Stock Transfer Act 1982, and may, in their absolute discretion, refuse to register any other transfer of shares.

6) If the directors refuse to register the transfer of a share, the instrument of transfer must be returned to the transferee with the notice of refusal unless they suspect that the proposed transfer may be fraudulent.

33. Restrictions on transfers of shares.

1) Neither member shall sell, transfer or otherwise dispose of, any of its shares or any interest in any of its shares, unless:

- a) the transferee is already a member of the company; or
- b) the transferor has obtained the consent of the members representing not less than 75% of the nominal value of the shares in the company at a general meeting; or
- c) title to a share passes to a transferee by operation of law on the death of a member of the company.

34. Transmission of shares.

1) If title to a share passes to a transferee, the company may only recognise the transferee as having any title to that share.

2) Nothing in these articles releases the estate of a deceased member from any liability in respect of a share solely or jointly held by that member.

35. Transferees' rights.

1) A transferee who produces such evidence of entitlement to shares as the directors may properly require:

a) may, subject to the articles, choose either to become the holder of those shares or to have them transferred to another person; and

b) subject to the articles, and pending any transfer of the shares to another person, has the same rights as the holder had.

2) But transferees do not have the right to attend or vote at a general meeting, or agree to a proposed written resolution, in respect of shares to which they are entitled, by reason of the holder's death or bankruptcy or otherwise, unless they become the holders of those shares.

36. Exercise of transferees' rights.

1) Transferees who wish to become the holders of shares to which they have become entitled must notify the company in writing of that wish.

2) If the transferee wishes to have a share transferred to another person, the transferee must execute an instrument of transfer in respect of it.

3) Any transfer made or executed under this article is to be treated as if it were made or executed by the person from whom the transferee has derived rights in respect of the share, and as if the event which gave rise to the transmission had not occurred.

37. Transferees bound by prior notices. If a notice is given to a member in respect of shares and a transferee is entitled to those shares, the transferee is bound by the notice if it was given to the member before the transferee's name has been entered in the register of members.

Distributions

38. Procedure for declaring dividends.

- 1) The company may by ordinary resolution declare dividends, and the directors may decide to pay interim dividends.
- 2) A dividend must not be declared unless the directors have made a recommendation as to its amount. Such a dividend must not exceed the amount recommended by the directors.
- 3) No dividend may be declared or paid unless it is in accordance with members' respective rights.
- 4) Unless the members' resolution to declare or directors' decision to pay a dividend, or the terms on which shares are issued, specify otherwise, it must be paid by reference to each member's holding of shares on the date of the resolution or decision to declare or pay it.
- 5) If the company's share capital is divided into different classes, no interim dividend may be paid on shares carrying deferred or non-preferred rights if, at the time of payment, any preferential dividend is in arrear.
- 6) The directors may pay at intervals any dividend payable at a fixed rate if it appears to them that the profits available for distribution justify the payment.
- 7) If the directors act in good faith, they do not incur any liability to the holders of shares conferring preferred rights for any loss they may suffer by the lawful payment of an interim dividend on shares with deferred or non-preferred rights.

39. Calculation of dividends.

- 1) Except as otherwise provided by the articles or the rights attached to shares, all dividends must be:
 - a) declared and paid according to the amounts paid up on the shares on which the dividend is paid; and
 - b) apportioned and paid proportionately to the amounts paid up on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend is paid.
- 2) If any share is issued on terms providing that it ranks for dividend as from a particular date, that share ranks for dividend accordingly.

40. Payment of dividends and other distributions.

- 1) Where a dividend or other sum which is a distribution is payable in respect of a share, it must be paid by one or more of the following means:
 - a) transfer to a bank or building society account specified by the distribution recipient either in writing or as the directors may otherwise decide;
 - b) sending a cheque made payable to the distribution recipient by post to the distribution recipient at the distribution recipient's registered address (if the distribution recipient is a holder of the share), or (in any other case) to an address specified by the distribution recipient either in writing or as the directors may otherwise decide;
 - c) sending a cheque made payable to such person by post to such person at such address as the distribution recipient has specified either in writing or as the directors may otherwise decide; or
 - d) any other means of payment as the directors agree with the distribution recipient either in writing or by such other means as the directors decide.
- 2) In the articles, the "distribution recipient" means, in respect of a share in respect of which a dividend or other sum is payable:
 - a) the holder of the share; or
 - b) if the share has two or more joint holders, whichever of them is named first in the register of members; or
 - c) if the holder is no longer entitled to the share by reason of death or bankruptcy, or in consequence of the merger or consolidation of any holder being a corporation, or otherwise by operation of law, the transmittee.

41. No interest on distributions. The company shall not be obliged to pay interest on any dividend or other sum payable in respect of a share unless otherwise provided by:

- a) the terms on which the share was issued; or
- b) the provisions of another agreement between the holder of that share and the company.

42. Unclaimed distributions.

- 1) All dividends or other sums which are:
 - a) payable in respect of shares; and
 - b) unclaimed after having been declared or become payable,may be invested or otherwise made use of by the directors for the benefit of the company until claimed.
- 2) The payment of any such dividend or other sum into a separate account does not make the company a trustee in respect of it.
- 3) If:
 - a) twelve years have passed from the date on which a dividend or other sum became due for payment; and
 - b) the distribution recipient has not claimed it,

the distribution recipient is no longer entitled to that dividend or other sum and it ceases to remain owing by the company.

43. Non-cash distributions.

1) Subject to the terms of issue of the share in question:

- a) the company may, by ordinary resolution on the recommendation of the directors; and
- b) (in the case of an interim dividend) the directors may

decide to pay all or part of a dividend or other distribution payable in respect of a share by transferring non-cash assets of equivalent value (including, without limitation, shares or other securities in any company).

2) For the purposes of paying a non-cash distribution, the directors may make whatever arrangements they think fit, including, where any difficulty arises regarding the distribution:

- a) fixing the value of any assets;
- b) paying cash to any distribution recipient on the basis of that value in order to adjust the rights of recipients; and
- c) vesting any assets in trustees.

44. Waiver of distributions. Distribution recipients may waive their entitlement to a dividend or other distribution payable in respect of a share by giving the company notice in writing to that effect prior to the declaration of that dividend or distribution, but if:

- a) the share has more than one holder; or
- b) more than one person is entitled to the share, whether by reason of the death or bankruptcy of one or more joint holders, or otherwise,

the notice is not effective unless it is expressed to be given, and signed, by all the holders or persons otherwise entitled to the share.

Capitalisation of profits

45. Authority to capitalise and appropriation of capitalised sums.

1) Subject to the articles, the members may by a special resolution

decide to capitalise any profits of the company (whether or not they are available for distribution) which are not required for paying a preferential dividend, or any sum standing to the credit of the company's share premium account or capital redemption reserve; and

appropriate any sum which they so decide to capitalise (a "capitalised sum") to the persons who would have been entitled to it if it were distributed by way of dividend (the "persons entitled") and in the same proportions.

2) Capitalised sums must be applied:

- a) on behalf of the persons entitled; and
- b) in the same proportions as a dividend would have been distributed to them.

3) Any capitalised sum may be applied in paying up new shares of a nominal amount equal to the capitalised sum which are then allotted credited as fully paid to the persons entitled or as they may direct.

4) A capitalised sum which was appropriated from profits available for distribution may be applied in paying up new debentures of the company which are then allotted credited as fully paid to the persons entitled or as they may direct.

5) Subject to the articles, the directors may:

- a) apply capitalised sums in accordance with paragraphs (3) and (4) partly in one way and partly in another;
- b) make such arrangements as they think fit to deal with shares or debentures becoming distributable in fractions under this article (including the issuing of fractional certificates or the making of cash payments); and
- c) authorise any person to enter into an agreement with the company on behalf of all the persons entitled which is binding on them in respect of the allotment of shares and debentures to them under this article.

Part 4. Decision-making by members

Organisation of general meetings

46. Attendance and speaking at general meetings.

1) A person is able to exercise the right to speak at a general meeting when that person is in a position to communicate to all those attending the meeting, during the meeting, any information or opinions which that person has on the business of the meeting.

2) A person is able to exercise the right to vote at a general meeting when:

- a) that person is able to vote, during the meeting, on resolutions put to the vote at the meeting; and
- b) that person's vote can be taken into account in determining whether or not such resolutions are passed at the same time as the votes of all the other persons attending the meeting.

3) The directors may make whatever arrangements they consider appropriate to enable those attending a general meeting to exercise their rights to speak or vote at it.

4) In determining attendance at a general meeting, it is immaterial whether any two or more members attending it are in the same place as each other.

5) Two or more persons who are not in the same place as each other attend a general meeting if their circumstances are such that if they have (or were to have) rights to speak and vote at that meeting, they are (or would be) able to exercise them.

47. Quorum for general meetings.

1) No business other than the appointment of the chairman of the meeting is to be transacted at a general meeting if the persons attending it do not constitute a quorum.

2) Save in the case of a company having only one member, two qualifying persons present at a meeting shall be a quorum, unless each is a qualifying person only because:

a) he is duly authorised to act as the representative of a corporation in relation to the meeting and they are representatives of the same corporation; or

b) he is appointed as proxy of a member in relation to the meeting and they are proxies of the same member.

3) In the case of a company having only one member, one qualifying person present at a meeting shall be a quorum.

4) In this article, a “qualifying person” means:

a) an individual who is a member of the company;

b) a person duly authorised to act as the representative of a corporation in relation to the meeting; or

c) a person appointed as a proxy of a member in relation to the meeting.

48. Chairing general meetings.

1) If the directors have appointed a chairman, the chairman shall chair general meetings if present and willing to do so.

2) If the directors have not appointed a chairman, or if the chairman is unwilling to chair the meeting or is not present within ten minutes of the time at which a meeting was due to start:

a) the directors present; or

(if no directors are present), the meeting, must appoint a director or member to chair the meeting, and the appointment of the chairman of the meeting must be the first business of the meeting.

The person chairing a meeting in accordance with this article is referred to as the “chairman of the meeting”.

49. Attendance and speaking by directors and non-members.

1) Directors may attend and speak at general meetings, whether or not they are members.

2) The chairman of the meeting may permit other persons who are not:

a) members of the company; or

b) otherwise entitled to exercise the rights of members in relation to general meetings, to attend and speak at a general meeting.

50. Adjournment.

1) If the persons attending a general meeting within half an hour of the time at which the meeting was due to start do not constitute a quorum, or if during a meeting a quorum ceases to be present, the chairman of the meeting must adjourn it.

2) The chairman of the meeting may adjourn a general meeting at which a quorum is present if:

a) the meeting consents to an adjournment; or

b) it appears to the chairman of the meeting that an adjournment is necessary to protect the safety of any person attending the meeting or ensure that the business of the meeting is conducted in an orderly manner.

3) The chairman of the meeting must adjourn a general meeting if directed to do so by the meeting.

4) When adjourning a general meeting, the chairman of the meeting must:

a) either specify the time and place to which it is adjourned or state that it is to continue at a time and place to be fixed by the directors; and

b) have regard to any directions as to the time and place of any adjournment which have been given by the meeting.

5) If the continuation of an adjourned meeting is to take place more than 14 days after it was adjourned, the company must give at least 7 clear days’ notice of it (that is, excluding the day of the adjourned meeting and the day on which the notice is given):

a) to the same persons to whom notice of the company’s general meetings is required to be given; and

b) containing the same information which such notice is required to contain.

6) No business may be transacted at an adjourned general meeting which could not properly have been transacted at the meeting if the adjournment had not taken place.

Voting at general meetings

51. Voting: general.

- 1) A resolution put to the vote of a general meeting must be decided on a poll.
- 2) On a poll:
 - a) every member has one vote for every share of which he is the holder; and
 - b) all or any of the voting rights of a member may be exercised by one or more duly appointed proxies (but so that, where a member appoints more than one proxy, the proxies (taken together) shall not exercise more extensive voting rights than could be exercised by the member in person).

52. Errors and disputes.

- 1) No objection may be raised to the qualification of any person voting at a general meeting except at the meeting or adjourned meeting at which the vote objected to is tendered, and every vote not disallowed at the meeting is valid.
- 2) Any such objection must be referred to the chairman of the meeting, whose decision is final.

53. Content of proxy notices.

- 1) Proxies may only validly be appointed by a notice in writing (a "proxy notice") which:
 - a) states the name and address of the member appointing the proxy;
 - b) identifies the person appointed to be that member's proxy and the general meeting in relation to which that person is appointed;
 - c) is signed by or on behalf of the member appointing the proxy, or is authenticated in such manner as the directors may determine; and
 - d) is delivered to the company in accordance with the articles and any instructions contained in the notice of the general meeting to which they relate.
- 2) The company may require proxy notices to be delivered in a particular form, and may specify different forms for different purposes.
- 3) Proxy notices may specify how the proxy appointed under them is to vote (or that the proxy is to abstain from voting) on one or more resolutions.
- 4) Unless a proxy notice indicates otherwise, it must be treated as:
 - a) allowing the person appointed under it as a proxy discretion as to how to vote on any ancillary or procedural resolutions put to the meeting; and
 - b) appointing that person as a proxy in relation to any adjournment of the general meeting to which it relates as well as the meeting itself.

54. Delivery of proxy notices.

- 1) A person who is entitled to attend, speak or vote (either on a show of hands or on a poll) at a general meeting remains so entitled in respect of that meeting or any adjournment of it, even though a valid proxy notice has been delivered to the company by or on behalf of that person.
- 2) Subject to articles 54(3) and 54(4), a proxy notice must be delivered to the company or to such other place as is specified in the notice convening the meeting or in any instrument of proxy sent out by the company in relation to the meeting not less than 48 hours before the start of the meeting or adjourned meeting to which it relates.
- 3) In the case of a poll taken more than 48 hours after it is demanded, the notice must be delivered to the company or to such other place as is specified in the notice convening the meeting or in any instrument of proxy sent out by the company in relation to the meeting not less than 24 hours before the time appointed for the taking of the poll.
- 4) In the case of a poll not taken during the meeting but taken not more than 48 hours after it was demanded, the proxy notice must be delivered in accordance with article 54(2) or at the meeting at which the poll was demanded to the chairman, the secretary (if any) or any director.
- 5) An appointment under a proxy notice may be revoked by delivering to the company a notice in writing given by or on behalf of the person by whom or on whose behalf the proxy notice was given.
- 6) A notice revoking a proxy appointment only takes effect if it is delivered before the start of the meeting or adjourned meeting to which it relates.
- 7) If a proxy notice is not signed by the person appointing the proxy, it must be accompanied by written evidence of the authority of the person who signed it to sign it on the appointor's behalf.

55. Amendments to resolutions.

- 1) An ordinary resolution to be proposed at a general meeting may be amended by ordinary resolution if:
 - a) notice of the proposed amendment is given to the company in writing by a person entitled to vote at the general meeting at which it is to be proposed not less than 48 hours before the meeting is to take place (or such later time as the chairman of the meeting may determine); and

b) the proposed amendment does not, in the reasonable opinion of the chairman of the meeting, materially alter the scope of the resolution.

2) A special resolution to be proposed at a general meeting may be amended by ordinary resolution, if:

a) the chairman of the meeting proposes the amendment at the general meeting at which the resolution is to be proposed; and

b) the amendment does not go beyond what is necessary to correct a grammatical or other non-substantive error in the resolution.

3) If the chairman of the meeting, acting in good faith, wrongly decides that an amendment to a resolution is out of order, the chairman's error does not invalidate the vote on that resolution.

Application of rules to class meetings

55. Class meetings. The provisions of the articles relating to general meetings apply, with any necessary modifications, to meetings of the holders of any class of shares.

Part 5. Administrative arrangements

56. Means of communication to be used.

1) Subject to the articles, anything sent or supplied by or to the company under the articles may be sent or supplied in any way in which the Companies Act 2006 provides for documents or information which are authorised or required by any provision of that Act to be sent or supplied by or to the company.

2) Subject to the articles, any notice or document to be sent or supplied to a director in connection with the taking of decisions by directors may also be sent or supplied by the means by which that director has asked to be sent or supplied with such notices or documents for the time being.

3) A director may agree with the company that notices or documents sent to that director in a particular way are to be deemed to have been received within a specified time of their being sent, and for the specified time to be less than 48 hours.

57. Company seals.

1) Any common seal may only be used by the authority of the directors.

2) The directors may decide by what means and in what form any common seal is to be used.

3) Unless otherwise decided by the directors, if the company has a common seal and it is affixed to a document, the document must also be signed by at least two authorised persons.

4) For the purposes of this article, an authorised person is:

a) any director of the company;

b) the secretary (if any); or

c) any person authorised by the directors for the purpose of signing documents to which the common seal is applied.

5) If the company has an official seal for use abroad, it may only be affixed to a document if its use on that document, or documents of a class to which it belongs, has been authorised by a decision of the directors.

58. No right to inspect accounts and other records. Except as provided by law or authorised by the directors or an ordinary resolution of the company, no person other than the parent company (if any), is entitled to inspect any of the company's accounting or other records or documents merely by virtue of being a member.

59. Provision for employees on cessation of business. The directors may decide to make provision for the benefit of persons employed or formerly employed by the company or any of its subsidiaries (other than a director or former director or shadow director) in connection with the cessation or transfer to any person of the whole or part of the undertaking of the company or that subsidiary.

Directors' indemnity and insurance

60. Indemnity.

1) Subject to article 60(2), a relevant officer of the company or an associated company may be indemnified out of the company's assets against:

a) any liability incurred by that officer in connection with any negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to the company or an associated company;

b) any liability incurred by that officer in connection with the activities of the company or an associated company in its capacity as a trustee of an occupational pension scheme (as defined in section 235(6) of the Companies Act 2006); and

c) any other liability incurred by that officer as an officer of the company or an associated company.

2) This article does not authorise any indemnity which would be prohibited or rendered void by any provision of the Companies Acts or by any other provision of law.

3) In this article:

a) companies are associated if one is a subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same body corporate; and

b) a “relevant officer” means any person who is or was at any time a director, secretary or other officer (except auditor) of the company or an associated company.

61. Insurance.

1) The directors may decide to purchase and maintain insurance, at the expense of the company, for the benefit of any relevant officer in respect of any relevant loss.

2) In this article:

(a) a “relevant officer” means any person who is or was at any time a director, secretary or other officer (except auditor) of the company or an associated company;

(b) a “relevant loss” means any loss or liability which has been or may be incurred by a relevant officer in connection with that officer’s duties or powers in relation to the company, any associated company or any pension fund or employees’ share scheme of the company or associated company; and

(c) companies are associated if one is a subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same body corporate.

Third resolution:

The Sole Member records that the description and consistency of the assets and liabilities of the Company result from an interim balance sheet and a supporting statement of value which have been delivered to the notary on the date hereof.

A copy of the interim balance sheet, signed “ne varietur” by the proxy holder of the Sole Member and the undersigned notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time.

The Sole Member states that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Company which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments.

The Sole Member states that the total value of all assets and liabilities of the Company amounts at least to the subscribed and paid-up share capital of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars).

Fourth resolution:

It is reminded that (i) Mr. Lambert Schroeder, born on 12 July 1959 in Heppenbach, Belgium, with professional address at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and (ii) Mr. Denis Regrain, born on 18 June 1968 in Niort, France, with professional address at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, have been appointed as directors of the Company on 16 March 2015.

The Sole Member resolves to acknowledge and, to the extent necessary, approves the continuation of the current mandates as directors of Mr. Lambert Schroeder and Mr. Denis Regrain as directors of the Company for an undetermined duration.

The Sole Member further resolves to appoint as statutory auditor (“commissaire aux comptes”) of the Company with effect as at the date hereof and until the holding of the annual general meeting of the members of the Company, which shall take place in 2016, Ernst & Young LLP, with registered office at 1 More London Place, London, SE1 2AF, United Kingdom.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about two thousand Euros (2,000.- Euro).

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

In faith of which, we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The documents having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Aon Corporation, une société existant selon les lois des Etats-Unis d’Amérique, ayant son siège social sis au 200, East Randolph, 3rd Floor, Chicago, Illinois, 60601, Etats-Unis d’Amérique (l’«Associé Unique»),

ici dûment représentée par Mme Valérie COQUILLE, avec adresse professionnelle au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique de BENTON FINANCE LIMITED, une société à responsabilité limitée existant selon les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 8 Devonshire Square, Londres, EC2M 4PL, Royaume-Uni, immatriculée auprès du Registre des Sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles (Registrar of Companies for England and Wales) sous le numéro 9492244 (la "Société"). La date initiale de constitution de la société est le 16 mars 2015.

II. Les 20.000 (vingt mille) parts sociales, d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Reconnaissance de la situation du principal établissement et lieu effectif de gestion et contrôle (administration centrale) de la Société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

2. Reconnaissance et approbation des statuts de la Société conformes avec la législation luxembourgeoise sur la société à responsabilité limitée;

3. Confirmation de la description et consistance des actifs et passifs de la Société; et

4. Reconnaissance de la poursuite des mandats actuels de M. Lambert Schroeder et M. Denis Regrain en qualité de gérants de la Société et approbation de la nomination de Ernst & Young LLP en qualité de commissaire aux comptes de la Société.

IV. Les documents suivants ont été remis à l'assemblée:

i. Une copie des statuts actuels de la Société;

ii. Une copie du certificat de «good standing» relatif à la Société, émis par le Registre des Sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles (Registrar of Companies for England and Wales);

iii. un bilan intérimaire de la Société et une déclaration de valeur arrêté au 20 mars 2015.

L'ensemble des documents mentionnés ci-dessus, après avoir été signés «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeureront annexés au présent acte pour être enregistrés avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé unique décide de prendre acte et confirmer que le lieu effectif de gestion et contrôle (administration centrale) de la Société est situé au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg depuis la constitution de la Société au Royaume-Uni le 16 mars 2015.

L'Associé Unique confirme que le siège social de la Société est situé au 8 Devonshire Square, Londres, EC2M 4PL, Royaume-Uni.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide que la Société opère au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, étant entendu que la Société continue à être considérée selon les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles comme étant une société à responsabilité limitée (private company limited by shares) de droit anglais, valablement constituée.

L'Associé Unique décide de prendre acte de la conformité des statuts de la Société, tant vis-à-vis des lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables à une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, que vis-à-vis des lois de l'Angleterre et du Pays de Galles applicables à une «private company limited by shares» de droit anglais.

L'Associé Unique décide ensuite de ratifier les statuts de la Société, dont le contenu est reproduit ci-dessous:

Partie 1. Préliminaire

1. Statuts. Ces statuts constituent les statuts de la société. Aucune réglementation contenue dans une loi ou législation subordonnée aux Companies Acts, incluant les réglementations contenues à l'Annexe 1 du Companies (Model Articles) Regulations 2008 ne s'appliquent à la société.

Interprétation et limitation de responsabilité

2. Termes définis. Dans les statuts, sauf si le contexte en exige autrement:

«statuts» désigne les statuts de la société;

«commissaires» désigne les commissaires de la société;

«faillite» s'entend des différentes procédures d'insolvabilité personnelle existant sur un territoire autre que l'Angleterre et le Pays de Galles ou l'Irlande du Nord, et qui ont un effet semblable à celui de la faillite;

«président» a la signification qui lui est attribuée à l'article 16;

«président de la réunion» a la signification qui lui est attribuée à l'article 48;

«Companies Acts» désigne les Companies Acts (tels que définis à la section 2 du Companies Act 2006), dans la mesure où ils s'appliquent à la société;

«gérant» désigne un gérant de la société, et inclut toute personne occupant le poste de gérant, quelle que soit la dénomination et «gérants» désigne les gérants ou l'un d'entre eux agissant en tant que conseil de gérance de la société;

«bénéficiaire de la distribution» a la signification qui lui est attribuée à l'article 40;

«document» comprend, sauf indication contraire, tout document envoyé ou transmis sous forme électronique;

«forme électronique» a la signification qui lui est attribuée à la section 1168 du Companies Act 2006;

«intégralement libérée», en ce qui concerne une part sociale, signifie que la valeur nominale et la prime à payer à la société au titre de cette part sociale ont été payées à la société;

«forme papier» a la signification qui lui est attribuée à la section 1168 du Companies Act 2006;

«détenteur» en ce qui concerne les parts sociales, désigne la personne dont le nom est inscrit dans le registre des membres en tant que détenteur des parts sociales;

«instrument» désigne un document sous forme papier;

«membre» a la signification qui lui est attribuée à la section 112 du Companies Act 2006;

«siège» désigne le siège social de la société;

«résolution ordinaire» désigne une résolution des membres adoptée par une majorité simple représentant plus de la moitié de la valeur nominale totale des parts sociales de la société;

«payé» s'entend des sommes versées ou portées au crédit en tant que sommes versées;

«société mère» signifie une société (quelque soit son lieu de constitution) qui détient au minimum quatre-vingt-dix pourcent des parts sociales émises de la société;

«participer», en ce qui concerne une réunion du conseil de gérance, a le sens qui lui est attribué à l'article 14;

«procuration» a le sens qui lui est attribué à l'article 53;

«secrétaire» signifie le secrétaire de la société ou toute autre personne nommée afin d'exercer les fonctions de secrétaire de la société, incluant un secrétaire adjoint, assistant ou vice secrétaire;

«parts sociales» signifie les parts sociales dans la société;

«résolution spéciale» désigne une résolution des membres adoptée par une majorité des membres représentant au minimum 75% de la valeur nominale totale des parts sociales dans la société;

«filiale» a le sens qui lui est attribué à la section 1159 du Companies Act 2006;

«successeur» désigne une personne qui a droit à une part sociale en raison du décès ou de la faillite d'un membre, ou en conséquence d'une fusion ou consolidation de tout membre, étant une société, ou de toute autre façon par application de la loi; et

«écrit» désigne la représentation ou la reproduction de mots, de symboles ou d'autres informations sous une forme visible par toute méthode ou combinaison de méthodes, qu'elle soit envoyée ou fournie sous forme électronique ou autre.

Sauf si le contexte en exige autrement, les autres mots ou expressions contenus dans les statuts ont la même signification que dans le Companies Act 2006 en vigueur à la date à laquelle les statuts deviennent contraignants pour la société.

Sauf disposition expresse contraire, une référence à une loi, une disposition législative ou à un règlement est une référence à ces derniers, tels qu'en vigueur au moment considéré, en tenant compte de:

- (a) tout règlement établi de temps à autre à partir de la loi; et
- (b) toute modification ou nouvelle promulgation et, comprenant toute loi, disposition législative ou règlement qu'elle modifie ou promulgue à nouveau.

Les titres de clause et paragraphe sont insérés uniquement pour faciliter la compréhension et ne doivent pas influencer la lecture de l'ensemble.

3. Responsabilité des membres. La responsabilité des membres est limitée au montant, le cas échéant, impayé sur les parts sociales détenues par eux.

Partie 2.

4. Forme sociale, Dénomination, Objet, Siège social et Durée.

- (1) La société est une société à responsabilité limitée.
- (2) La dénomination de la société est BENTON Finance Limited.

(3) L'objet de la société est:

(a) de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres;

(b) d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la société le jugera utile;

(c) de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la société jugera adapté et en particulier contre des parts sociales ou titres de toute société les acquérant;

(d) de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

(e) d'octroyer à toute société holding, filiale, ou à toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou à toute société appartenant au même groupe de sociétés (les «affiliées»), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un tiers-prêteur des affiliées);

(f) d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; et

(g) de manière générale, de faire toute chose que la société juge circonstancié ou favorable à la réalisation des objets ci-dessus décrits ou à l'un quelconque d'entre eux.

(4) La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs décrits ci-dessus et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

(5) La société a son siège social à Londres, Royaume-Uni, et son principal établissement et lieu effectif de gestion et contrôle dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(6) La société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital - Parts sociales. Le capital social nominal de la société s'élève à 20.000 USD (vingt mille Dollars américains) représenté par 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune. Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et libérées.

6. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Gérants

Pouvoirs et responsabilités des gérants

7. Autorité générale des gérants.

(1) Sous réserve des statuts, les gérants sont responsables de la gestion des affaires de la société, aux fins de laquelle ils peuvent exercer tous les pouvoirs de la société.

(2) Si:

(a) la société a un gérant unique; et

(b) aucune disposition des statuts ne requiert de la société qu'elle ait plus d'un gérant, le gérant unique aura autorité pour signer tous documents pour le compte de la société.

(3) Si la société a plus d'un gérant, tout gérant agissant séparément aura autorité pour signer tous documents pour le compte de la société.

8. Délégation par les gérants.

(1) Sous réserve des statuts, les gérants peuvent déléguer les pouvoirs qui leurs sont conférés en vertu des statuts:

(a) à toute personne ou comité;

(b) par tous moyens (y compris par procuration);

(c) dans les limites;

(d) en ce qui concerne les questions ou territoires; et

(e) selon les modalités et conditions;

qu'ils jugent appropriés.

(2) Une telle délégation peut, en l'absence de disposition expresse contraire dans la délégation de pouvoir, inclure la possibilité de sous-déléguer tout ou partie des pouvoirs délégués.

(3) Les gérants peuvent révoquer toute délégation, en tout ou en partie, ou en modifier les modalités et conditions.

9. Comités.

(1) Les comités auxquels les gérants délèguent tout ou partie de leurs pouvoirs doivent respecter des procédures conformes, dans la mesure où elles sont applicables, aux dispositions des statuts qui régissent la prise de décision par les gérants.

(2) Les gérants peuvent coopter des personnes autres que des gérants à ces comités. Ces personnes cooptées bénéficient de droits de vote dans le comité.

(3) Les gérants peuvent édicter des règles de procédure pour tout ou partie des comités, qui prévalent sur les règles issues des statuts, en cas d'incompatibilité entre elles. A moins que les règles édictées par les gérants n'en disposent autrement, les membres du comité décident des procédures applicables aux comités.

10. Gérants associés. Les gérants peuvent nommer toute personne à tout poste ou emploi ayant une désignation ou titre comportant le mot «gérant» ou «directeur» et / ou peuvent joindre une telle désignation ou un tel titre à un poste ou emploi existant avec la société et peuvent mettre fin à une telle nomination ou à l'utilisation d'une telle désignation ou titre. L'insertion du mot «gérant» ou «directeur» dans la désignation ou le titre d'un tel poste ou emploi ne signifie en aucun cas que le détenteur est un gérant de la société, et le titulaire ne doit détenir aucun pouvoir d'agir comme, ou réputé être, un gérant de la société pour les besoins des statuts.

Prise de décision par les gérants

11. Prise de décision collective par les gérants.

(1) La règle générale de prise de décision par les gérants est que toute décision des gérants doit être, soit une décision adoptée par la majorité des gérants lors d'une réunion du conseil de gérance, soit une décision prise en application de l'article 12.

(2) Si:

(a) la société n'a qu'un seul gérant; et

(b) aucune disposition des statuts n'exige qu'elle ait plus d'un seul gérant;

la règle générale ne s'applique pas, et le gérant unique peut prendre des décisions sans tenir compte des dispositions des statuts relatives à la prise de décision par les gérants, sous réserve de se conformer aux exigences de l'article 19.

12. Décisions prises à l'unanimité.

(1) Une décision des gérants est adoptée conformément au présent article lorsque tous les gérants admissibles indiquent les uns aux autres, par tout moyen, qu'ils partagent une vision commune sur une question.

(2) Une telle décision peut prendre la forme d'une résolution écrite, dont un exemplaire au moins a été signé par chaque gérant admissible ou sur lequel chaque gérant admissible a, de quelque manière que ce soit, donné par écrit son accord.

(3) Dans le présent article, les références aux gérants admissibles désignent les gérants qui auraient eu le droit de voter sur la question si elle avait été proposée sous forme de résolution lors d'une réunion du conseil de gérance (mais à l'exclusion de tout gérant dont le vote ne doit pas être pris en compte au regard de cette question).

(4) Une décision ne peut pas être adoptée conformément au présent article, si les gérants admissibles ne peuvent constituer le quorum requis lors du conseil de gérance concerné.

13. Convocation des réunions des conseils de gérance.

(1) Tout gérant peut convoquer une réunion du conseil de gérance en avisant les gérants ou en autorisant le secrétaire de la société (le cas échéant) à le faire.

(2) Tout avis de convocation d'une réunion du conseil de gérance doit indiquer:

(a) la date et l'heure proposées;

(b) le lieu où elle doit avoir lieu; et

(c) s'il est prévu que les gérants participant au conseil de gérance ne se trouveront pas au même endroit, le moyen proposé pour qu'ils communiquent les uns avec les autres au cours de la réunion.

(3) L'avis de convocation à la réunion du conseil de gérance doit être donné à chaque gérant, sans être nécessairement par écrit.

(4) L'avis de convocation à une réunion du conseil de gérance peut ne pas être donné aux gérants qui renoncent à leur droit d'être informé de cette réunion, en informant la société pas plus de 7 jours après la date à laquelle la réunion du conseil de gérance a été tenue. Lorsque cet avis est donné après la tenue de la réunion, ceci n'affecte pas la validité de la réunion, ou de tout acte accompli au cours de celle-ci.

14. Participation aux réunions des conseils de gérance.

(1) Sous réserve des statuts, les gérants participent à une réunion du conseil de gérance, ou à une partie d'une réunion du conseil de gérance, lorsque:

(a) la réunion a été convoquée et a lieu conformément aux statuts; et

(b) chaque gérant peut communiquer aux autres gérants toute information ou avis qu'il a sur tout point figurant à l'ordre du jour de la réunion.

(2) Pour déterminer si les gérants participent à une réunion du conseil de gérance, il ne doit pas être fait tenu compte de l'endroit où se trouvait chaque gérant et de la manière dont les gérants ont communiqué entre eux.

(3) Les réunions du conseil de gérance doivent être tenues ordinairement au lieu du principal établissement de la société au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit que le conseil de gérance peut occasionnellement décider en avance de la réunion.

15. Quorum pour les réunions du conseil de gérance.

(1) Lors d'une réunion du conseil de gérance, si le quorum n'est pas atteint, aucune proposition ne peut être votée, à l'exception d'une proposition de convoquer une autre réunion du conseil de gérance.

(2) Le quorum exigé pour les réunions du conseil de gérance peut être fixé de temps à autre par décision des gérants, mais il ne doit jamais être inférieur à deux, et est par défaut, fixé à deux, si tant est que:

(a) aussi longtemps qu'il n'y a qu'un gérant, le quorum doit être fixé à un; et

(b) pour les besoins de toute réunion du conseil de gérance tenue en vertu de l'article 19 afin d'autoriser un conflit d'intérêt avec un gérant, s'il n'y a qu'un gérant en plus du gérant concerné, le quorum sera de un.

(3) Si le nombre total de gérants alors en fonction est inférieur au quorum requis, les gérants ne doivent adopter aucune décision autre qu'une décision de convocation d'une assemblée générale afin de permettre aux membres de désigner des gérants supplémentaires.

16. Présidence des réunions du conseil de gérance.

(1) Les gérants peuvent nommer un gérant pour présider leurs réunions.

(2) La personne ainsi désignée est dénommée «président».

(3) Les gérants peuvent révoquer le président à tout moment.

(4) Si le président n'est pas présent lors d'une réunion du conseil de gérance dans les dix minutes suivant l'heure à laquelle elle devait commencer, les gérants y participant peuvent nommer l'un des leurs pour la présider.

17. Vote lors des réunions des conseils de gérance: règles générales.

(1) Sous réserve des statuts, chaque gérant participant à une réunion du conseil de gérance dispose d'une voix.

(2) Sous réserve de la divulgation telle que requise par la loi et les statuts, un gérant qui est intéressé à une transaction ou un accord existant ou proposé avec la société doit être compté comme participant au processus de prise de décision (incluant pour ce besoin toute réunion du conseil de gérance ou partie de la réunion) à des fins de vote ou de quorum.

18. Voix prépondérante du président lors des réunions du conseil de gérance.

(1) En cas d'égalité des votes exprimés lors d'une réunion du conseil de gérance, le président ou tout autre gérant présidant la réunion aura voix prépondérante.

(2) Mais la règle ci-dessus ne s'applique pas si, conformément aux statuts, le président ou tout autre gérant présidant la réunion du conseil de gérance ne doit pas être compté comme participant au processus de prise de décision à des fins de vote ou de quorum.

19. Conflits d'intérêts.

(1) Sous réserve des statuts et à condition qu'il ait déclaré la nature et l'étendue de son intérêt, conformément aux exigences des Companies Acts, un gérant, malgré son poste:

(a) peut être partie à, ou autrement intéressé dans, toute transaction ou accord avec la société ou dans lequel la société est également intéressée;

(b) peut être gérant ou dirigeant de, ou employé par, ou partie à une transaction ou à un accord avec, ou autrement intéressé dans tout organe social promu par la société ou dans lequel la société est également intéressée;

(c) peut être gérant ou dirigeant de, ou employé par, ou partie à une transaction ou à un accord avec, ou autrement intéressé dans, toute société mère ou société filiale de la société, ou toute société filiale de toute société mère de la société, ou tout organe social dans lequel une telle société mère ou société filiale est intéressée; et

(d) est autorisé à participer au processus de prise de décision pour le quorum ou aux fins du vote sur toute résolution concernant une question pour laquelle il a, directement ou indirectement, un intérêt ou devoir en conflit avec l'intérêt de la société

et:

(i) à moins que les gérants n'en décident autrement, un gérant ne sera pas tenu, en raison de ses fonctions, de rendre compte à la société ou aux membres de toute rémunération, profit ou autre avantage réalisé du fait de la détention de tout type d'intérêt dans un tel organe social, et aucune transaction ou accord ne sera susceptible d'être annulé au motif qu'un gérant détiendrait un tel intérêt;

(ii) ne doit pas transgresser son devoir d'éviter une situation dans laquelle il a, ou peut avoir un intérêt direct ou indirect qui entre en conflit, ou peut éventuellement entrer en conflit, avec les intérêts de la société à la suite de l'exercice d'un tel poste ou emploi ou d'être une partie à une telle transaction ou un arrangement ou d'être autrement intéressé vis-à-vis d'un tel organe social;

(iii) n'est pas tenu de communiquer à la société, ou d'utiliser dans l'exercice de ses fonctions de gérant de la société, toute information relative à un tel poste ou emploi si une telle divulgation ou utilisation se traduirait par une violation d'un devoir ou une obligation de confiance due par lui dans le cadre de ou en relation avec cette fonction, cet emploi, cette transaction, cet arrangement ou cet intérêt; et

(iv) peut s'abstenir de participer aux discussions, lors des réunions du conseil de gérance ou autre, et s'exclure de la réception ou de l'usage d'informations, qui sera ou pourrait être liée aux fonctions, contrat, transaction, accord ou intérêt.

(2) Les gérants peuvent autoriser (sous réserve des termes et conditions, qu'ils jugeront opportuns d'imposer de temps à autre, et toujours sous réserve de leur droit de modifier ou mettre un terme à cette autorisation, dans toute la mesure permise par la loi):

(a) toute affaire qui, sans cette autorisation, donnerait lieu à un manquement du gérant à ses obligations d'éviter une situation dans laquelle il a, ou pourrait avoir, un intérêt direct ou indirect qui entre en conflit, ou pourrait entrer en conflit, avec les intérêts de la société et qui pourrait raisonnablement être regardé comme étant susceptible donner lieu à un conflit d'intérêts (y compris un conflit d'intérêts et le devoir ou conflit de devoirs); et

(b) un gérant à accepter ou à poursuivre dans toute fonction, emploi ou position en complément de ses fonctions de gérant de la société (qui n'est pas une fonction, un emploi ou une position que le gérant est autorisé à exercer en vertu de l'article 17 (1)(b) et/ou de l'article 17 (1)(c))

et peut autoriser la manière dont un conflit d'intérêts, résultant des questions, fonctions, emplois ou positions susvisés, peut être réglé, que cette autorisation intervienne a priori ou au moment où un tel conflit d'intérêts apparaît.

(3) Toute autorisation donnée en application de l'article 19(2) est valide uniquement si:

(a) l'affaire en question a été soumise par écrit, pour examen, lors d'une réunion du conseil de gérance, en accord avec les procédures normales ou de toute autre manière qui aurait été approuvée par les gérants;

(b) les exigences de quorum lors des réunions du conseil de gérance au cours de laquelle la question est considérée est atteint sans compter le gérant en cause ou tout autre gérant intéressé; et

(c) la question a été adoptée sans que le gérant concerné n'exerce son droit de vote ou aurait été adoptée même si son vote n'avait pas été pris en compte.

(4) En ce qui concerne les affaires, fonctions, emplois ou positions qui ont été autorisés en application de l'article 19 (2) (sous réserve des termes et conditions ici définis, comme ils jugeront opportun d'imposer de temps à autre, et toujours sous réserve de leur droit de modifier ou mettre un terme à cette autorisation ou les permissions énoncées ci-dessous):

(a) il ne peut être requis d'un gérant de divulguer à la société, ou d'user dans le cadre de ses fonctions de gérant de la société, d'une information se rapportant à une affaire, une fonction, un emploi ou une position, si une telle divulgation ou un tel usage donnerait lieu à un manquement aux devoirs ou obligations de confidentialité auxquels il est tenu en rapport ou en relation avec ladite affaire, fonction, emploi ou position;

(b) le gérant peut s'abstenir de participer à certaines discussions, que ce soit lors d'une réunion du conseil de gérance ou autre, et peut s'exclure de la réception ou de l'utilisation d'informations qui se rapportent ou pourraient se rapporter à ladite affaire, fonction, emploi ou position; et

(c) le gérant ne peut, en raison de ses fonctions de gérant de la société, avoir à rendre des comptes à la société en raison de toute rémunération ou tout autre bénéfice qu'il tire d'une telle affaire, ou d'une telle fonction, emploi ou position.

(5) Sous réserve des dispositions de l'article 19(6) ci-dessous, si, lors d'une réunion du conseil de gérance ou lors d'un comité des gérants se pose la question du droit pour un gérant de participer à ladite réunion (ou à une partie seulement de la réunion) à des fins de vote ou de quorum, la question peut, avant la clôture de la réunion, être soumise au président, dont la décision, si elle concerne un autre gérant que lui, est réputée être définitive et sans appel.

(6) Si la question du droit de participer à la réunion (ou à une partie de la réunion) concerne le gérant qui assure la présidence de ladite réunion, la question sera tranchée par décision des gérants présents à cette réunion, décision pour laquelle le président ne doit pas être compté comme participant à la réunion (ou à une partie de la réunion) à des fins de vote ou de quorum.

20. Conservation des minutes des décisions. Les gérants doivent s'assurer que la société tient un registre, par écrit, de toutes les décisions adoptées par les gérants à l'unanimité ou à la majorité.

21. Pouvoir discrétionnaire accordé aux Gérants d'ajouter des règles supplémentaires. Sous réserve du respect des statuts, les gérants peuvent adopter toute règle qu'ils jugent opportune et qui concerne la manière dont ils adoptent les décisions, et préciser la manière dont ces règles doivent être archivées ou communiquées aux gérants.

Nomination des gérants

22. Méthodes de désignation des gérants.

(1) Le ou les détenteur(s) de plus de la moitié de la valeur nominale des parts sociales conférant un droit de participer et de voter aux assemblées générales de la société ou société mère (le cas échéant) peut, à tout moment, nommer toute personne désireuse d'agir en cette qualité, et qui a la capacité légale d'être nommée gérant, que ce soit pour combler un poste vacant ou en supplément des gérants déjà nommés, et peut révoquer, à tout moment et à leur discrétion, tout gérant de ses fonctions.

(2) Toute nomination ou révocation d'un gérant, en application de l'article 22(1) doit être approuvée par le biais d'une résolution ordinaire et effectuée par notice écrite à la société, signée par la personne ayant pris la décision de nommer ou de révoquer ou de tout autre manière qui aurait été approuvée par les gérants.

23. Fin du mandat d'un gérant.

Une personne cesse d'être gérant dès que:

(a) cette personne cesse d'être gérant par l'effet d'une disposition du Companies Act 2006 ou plus généralement par l'effet de la loi;

- (b) une ordonnance de faillite a été rendue à son encontre;
- (c) les dettes de cette personne font l'objet d'une composition au profit des créanciers de cette personne;
- (d) un médecin agréé, et qui traite cette personne, émet un avis écrit à la société concluant que cette personne est devenue physiquement ou mentalement incapable d'agir en sa qualité de gérant et pourrait le rester pendant plus de trois mois;
- (e) en raison de la santé mentale de cette personne, une juridiction rend une ordonnance qui empêche en tout ou en partie cette personne d'exercer des pouvoirs ou droits que cette personne aurait autrement;
- (f) la société reçoit une notification de ce qu'un gérant démissionne de ses fonctions de gérant, et ladite démission a pris effet, conformément à ses dispositions;
- (g) cette personne est reconnue coupable d'une infraction criminelle comportant la fraude ou la malhonnêteté et les gérants décident que pour cette raison, cette personne ne doit plus être gérant; ou
- (h) cette personne est révoquée de ses fonctions de gérant en application de l'article 22(1).

24. Rémunération des gérants.

- (1) Les gérants peuvent fournir à la société tous les services décidés par les gérants.
- (2) Les gérants ont le droit à la rémunération décidée par eux par le biais d'une résolution ordinaire:
 - (a) pour leurs services à la société en tant que gérants; et
 - (b) pour tout autre service qu'ils fournissent à la société.
- (3) Sous réserve des statuts, la rémunération des gérants peut:
 - (a) prendre toute forme; et
 - (b) inclure toute accord en rapport avec le paiement d'une pension, allocation ou gratification, ou encore toute prestation décès, maladie ou incapacité.
- (4) A moins que les gérants n'en décident autrement, la rémunération des gérants court de jour en jour.

25. Dépenses des gérants. La société peut rembourser toute dépense raisonnable que les gérants ont engagé à juste titre en raison de leur participation à:

- (a) des réunions de conseil de gérance ou des comités de gérants;
- (b) des assemblées générales; ou
- (c) des réunions distinctes des détenteurs de toute catégorie de parts sociales ou d'obligations de la société, ou autrement en relation avec l'exercice de leurs pouvoirs et l'exonération de leurs responsabilités vis-à-vis de la société.

Secrétaire

26. Nomination et révocation des secrétaires.

- (1) Sous réserve des statuts, le secrétaire est nommé soit par le ou les détenteur(s) de plus de la moitié de la valeur nominale des parts sociales conférant un droit de participer et de voter aux assemblées générales de la société ou d'une société affiliée (le cas échéant), soit par les gérants, et pour la durée, la rémunération et sous les conditions qu'ils jugeront utiles et tout secrétaire ainsi nommé peut être révoqué par les mêmes personnes.
- (2) Deux ou plusieurs co-secrétaires, dont chacun doit avoir le pouvoir d'agir seul et indépendamment du ou des autre(s) secrétaire(s), peuvent être nommés conformément aux dispositions du présent article 26.

Partie 3. Parts sociales et distributions

Emission de parts sociales

27. Pouvoir d'attribuer et émettre des parts sociales relevant de différentes catégories de parts sociales.

- (1) Sous réserve des statuts, mais sans préjudice des droits attachés à toute part sociale existante, la société peut émettre de nouvelles parts sociales assorties de droits ou de restrictions telles que déterminées lors d'une résolution spéciale.
- (2) La société peut émettre des parts sociales qui peuvent être rachetées, ou sont susceptibles d'être rachetées au choix de la société ou de leur détenteur, et les gérants déterminent les termes, conditions et la manière dont ces parts sociales peuvent être rachetées.

Détention des parts sociales

28. La Société n'est tenue que par la propriété absolue. A moins que cela ne soit requis par la loi, aucune personne ne peut être reconnue par la société comme détenant une ou plusieurs parts sociales si elle le fait par l'intermédiaire d'un trust, et à moins que cela ne soit prévu par la loi ou les statuts, la société ne peut être liée par ou avoir à reconnaître un intérêt portant sur une part sociale autre que la propriété absolue exercée par le propriétaire de celle-ci et l'ensemble des droits qui y sont attachés.

Certificats de parts sociales

29. Certificats à émettre.

- (1) La société doit délivrer à chaque membre un ou plusieurs certificats se rapportant aux parts sociales que ce membre détient.
- (2) Sauf indication contraire des statuts, tous les certificats doivent être délivrés sans frais.
- (3) Un même certificat ne peut être délivré pour des parts sociales se rapportant à plusieurs classes.
- (4) Si une part sociale est détenue par plusieurs personnes, un seul certificat peut être délivré pour cette part sociale.

30. Contenu et signature des certificats de parts sociales.

- (1) Tout certificat doit préciser:
 - (a) le nombre de parts sociales pour lequel il est délivré et leur catégorie;
 - (b) la valeur nominale de ces parts sociales;
 - (c) le montant de leur libération; et
 - (d) tout numéro distinctif qui leur est attribué.
- (2) Les certificats doivent:
 - (a) comporter le sceau officiel de la société; ou
 - (b) être exécutés de toute autre manière qui soit en conformité avec les Companies Acts.

31. Remplacement des certificats de parts sociales.

- (1) Si un certificat émis en rapport avec les parts sociales d'un membre est:
 - (a) endommagé ou effacé; ou
 - (b) déclare comme perdu, volé ou détruit,ce membre est en droit de se faire délivrer un certificat de remplacement pour ces mêmes parts sociales.
- (2) Un membre exerçant le droit de se voir délivrer un tel certificat de remplacement:
 - (a) peut exercer en même temps le droit de se voir émettre un seul certificat ou des certificats distincts;
 - (b) doit remettre le certificat qui doit être remplacé à la société s'il est endommagé ou effacé; et
 - (c) doit se conformer aux conditions de preuve, d'indemnité et au paiement de frais raisonnables que les gérants déterminent.

Transfert et transmission des parts sociales

32. Transferts de parts sociales.

- (1) Les parts sociales peuvent être transmises au moyen d'un instrument de transfert sous la forme habituelle ou sous toute autre forme approuvée par les gérants, qui est exécuté par ou pour:
 - (a) le cédant; et
 - (b) le cessionnaire.
- (2) Aucun frais ne pourra être demandé pour l'enregistrement d'un instrument de transfert ou tout autre document concernant ou affectant la propriété se rapportant à une part sociale.
- (3) La société peut conserver tout instrument de transfert qui fait l'objet d'un enregistrement.
- (4) Le cédant demeure le détenteur d'une part sociale à l'égard de la Société et des tiers jusqu'à ce que le nom du cessionnaire soit inscrit sur le registre des membres de la société en tant que détenteur de cette part sociale.
- (5) Les gérants doivent inscrire un transfert de parts sociales, qui est:
 - (a) déposé au siège ou à tout autre endroit que les gérants ont désigné ou notifié à la société ou qui a été accepté par la société;
 - (b) accompagné du certificat portant sur les parts sociales concernées, ou tout autre preuve que les gérants peuvent raisonnablement accepter de manière à démontrer le droit du cédant de procéder au transfert, ou la preuve du droit que détenait une personne tierce de procéder au transfert au nom du cédant; et
 - (c) présenté pour inscription dûment visée ou pour exemption en application du Stock Transfer Act 1982, et peuvent, à leur entière discrétion, refuser d'inscrire tout autre transfert de parts sociales.
- (6) Si les gérants refusent d'inscrire un transfert de part sociale, l'instrument dudit transfert doit être retourné au cessionnaire accompagné de l'avis de refus, à moins qu'il ne soit suspecté que le transfert proposé est frauduleux.

33. Restrictions au transfert de parts sociales.

- (1) Aucun membre ne peut vendre, transférer ou disposer d'une autre manière de l'une de ses parts sociales ou d'un droit se rapportant à ses parts sociales, à moins que:
 - (a) le cessionnaire ne soit déjà membre de la société; ou
 - (b) le cédant a obtenu l'agrément des membres représentant au minimum 75% de la valeur nominale des parts sociales de la société lors d'une assemblée générale; ou

(c) les droits se rapportant à une part sociale sont transmis par l'effet de la loi par voie de succession pour cause de mort de l'un des membres de la société.

34. Transmission des parts sociales.

(1) Si le titre de propriété se rapportant à une part sociale est transmis à un successeur, la société ne peut que reconnaître le successeur en tant que détenteur d'un titre de propriété se rapportant à cette part sociale.

(2) Aucune disposition des présents statuts ne libère la succession d'un membre décédé des dettes liées aux parts sociales que ce membre décédé détenait seul ou conjointement.

35. Droits des successeurs.

(1) Un successeur qui produit les preuves requises par les gérants quant aux droits qu'il détient sur des parts sociales peut exiger:

(a) de pouvoir, sous réserve des statuts, choisir soit de devenir membre desdites parts sociales ou de les faire transférer à une autre personne; et

(b) sous réserve des statuts, et dans l'attente du transfert des parts sociales à une autre personne, a les mêmes droits que ceux qu'avait le détenteur.

(2) Mais les successeurs n'ont pas le droit d'assister ou de voter à une assemblée générale, ou d'accepter une proposition de résolution écrite, au titre de parts sociales sur lesquelles ils détiennent un droit en raison du décès de leur détenteur ou de sa faillite ou pour tout autre raison, à moins qu'ils ne deviennent les détenteurs de ces parts sociales.

36. Exercice des droits des successeurs.

(1) Les successeurs qui souhaitent devenir détenteur des parts sociales sur lesquelles ils détiennent des droits doivent en aviser la société par écrit.

(2) Si le successeur souhaite qu'une de ses parts sociales soit transférée à une autre personne, le successeur doit mettre en place un instrument de transfert s'y rapportant.

(3) Tout transfert réalisé ou exécuté en vertu du présent article doit être considéré comme s'il avait été réalisé ou exécuté par la personne dont le successeur a reçu les droits se rapportant aux parts sociales, et comme si l'évènement qui a donné lieu à la transmission n'était pas survenu.

37. Successeurs liés par un avis préalable. Si un avis est donné à un membre sur des parts sociales et qu'un successeur a droit à ces parts sociales, le successeur est lié par l'avis si celui-ci a été donné au membre antérieurement à l'inscription du nom du successeur dans le registre des membres.

Distributions

38. Procédure de déclaration de dividendes.

(1) La société peut, par une résolution ordinaire, déclarer des dividendes, et les gérants peuvent décider de verser des dividendes intérimaires.

(2) Un dividende ne peut pas être déclaré à moins que les gérants n'aient formulé une recommandation quant à son montant. Un tel dividende ne doit pas dépasser le montant recommandé par les gérants.

(3) Aucun dividende ne peut être déclaré ou payé s'il n'est pas conforme aux droits respectifs des membres.

(4) A moins que la résolution des membres décidant de déclarer un dividende, ou que la décision des gérants de payer un dividende, ou que les conditions dans lesquelles les parts sociales sont émises, n'en dispose autrement, le dividende doit être réparti par référence au nombre de parts sociales détenues par chaque membre à la date de la résolution ou décision de déclaration ou de paiement de dividendes.

(5) Si le capital social de la société est divisé en différentes classes, aucun dividende intérimaire ne peut être payé au titre des parts sociales portant des droits différés ou non-préférentiels si, au moment du paiement, le paiement d'un dividende préférentiel n'est pas intervenu.

(6) Les gérants peuvent payer de manière échelonnée tout dividende payable à un taux fixe s'il leur apparaît que les profits disponibles le justifient.

(7) Si les gérants agissent de bonne foi, ils n'encourent aucune responsabilité vis-à-vis des détenteurs de parts sociales conférant des droits préférentiels pour toute perte qu'ils pourraient subir du fait du paiement licite d'un dividende intérimaire au profit de parts sociales portant des droits différés ou non-préférentiels.

39. Calcul des dividendes.

(1) A moins qu'il n'en soit prévu autrement par les statuts ou par les droits attachés aux parts sociales, tous les dividendes doivent être:

(a) déclarés et payés en rapport avec les montants libérés pour la souscription des parts sociales concernées par le dividende payé; et

(b) répartis et payés proportionnellement aux montants versés en rapport avec les parts sociales concernées durant une ou plusieurs parties de la période au titre de laquelle le dividende est versé.

(2) Si une part sociale est émise selon des conditions prévoyant qu'elle donne droit à dividende seulement à partir d'une certaine date, le dividende auquel cette part sociale donne droit est calculé en conséquence.

40. Paiement de dividendes et autres distributions.

(1) Lorsqu'un dividende ou tout autre somme consistant en une distribution est payable à l'égard d'une part sociale, il doit être payé par le biais d'un ou plusieurs des moyens suivants:

(a) virement vers un compte bancaire ou vers le compte d'une société de crédit foncier dont les coordonnées auront été indiquées par le bénéficiaire de la distribution, soit par écrit, soit de la manière décidée par les gérants;

(b) envoi par courrier d'un chèque libellé au nom du bénéficiaire de la distribution à l'adresse connue du bénéficiaire de la distribution (si le bénéficiaire de la distribution est un membre), ou (le cas échéant) à une adresse indiquée par le bénéficiaire de la distribution, soit par écrit, soit de la manière qui pourra être décidée par les gérants;

(c) envoi par courrier d'un chèque libellé au nom d'une personne et à l'adresse indiquée par le bénéficiaire de la distribution, soit par écrit, soit de la manière qui pourra être décidée par les gérants; ou

(d) tout autre moyen de paiement dont les gérants conviennent avec le bénéficiaire de la distribution, soit par écrit, soit de la manière qui pourra être décidée par les gérants.

(2) Dans les statuts, le terme «bénéficiaire de la distribution» désigne, pour toute part sociale pour laquelle un dividende ou tout autre somme est due:

(a) le détenteur de ladite part sociale; ou

(b) si ladite part sociale est détenue par deux personnes ou plus, celui des deux dont le nom apparaît en premier sur les registre des membres; ou

(c) si le détenteur n'a plus de droit sur ladite part sociale pour cause de décès ou de faillite, ou en conséquence d'une fusion ou d'une consolidation avec tout membre personne morale, ou par tout autre effet de la loi, le successeur.

41. Distributions non-assorties d'intérêts. La société n'est pas tenue de payer un quelconque intérêt sur tout dividende ou toute autre somme payable au titre d'une part sociale, à moins qu'il n'en soit prévu autrement par:

(a) les conditions selon lesquelles la part sociale a été émise; ou

(b) les dispositions d'un autre accord existant entre le détenteur de ladite part sociale et la société.

42. Distributions non-réclamées.

(1) Tous les dividendes ou autres sommes qui sont:

(a) dus au titre de parts sociales; et

(b) non-réclamés après avoir été déclarés ou être devenus exigibles,

peuvent être investis ou mis à profit de toute autre manière par les gérants pour le bénéfice de la société, jusqu'à leur réclamation.

(2) Le paiement de ces dividendes ou de toute autre somme sur un compte séparé ne confère pas à la société la qualité de trustee à cet égard.

(3) Si:

(a) douze années se sont écoulées depuis la date à laquelle un dividende ou toute autre somme est devenue exigible; et

(b) le bénéficiaire de la distribution ne l'a pas réclamé,

le bénéficiaire de la distribution n'a plus droit à ce dividende ou à toute autre somme, et ceux-ci cessent d'être dus par la société.

43. Distributions en nature.

(1) Sous réserve des conditions de l'émission de la part sociale en question:

(a) la société peut, aux termes d'une résolution ordinaire et sur recommandation des gérants; et

(b) (dans le cas d'un dividende intérimaire) les gérants peuvent

décider de payer tout ou partie du dividende ou toute autre distribution payable au titre d'une part sociale en transférant des actifs en nature d'une valeur équivalente (y compris, mais sans s'y limiter, des parts sociales ou autres valeurs mobilières de toute société).

(2) Aux fins de paiement d'une distribution en nature, les gérants peuvent prendre toute décision qu'ils jugent utiles, notamment, en cas de difficulté concernant la distribution:

(a) fixer la valeur des actifs;

(b) payer en numéraire tout bénéficiaire de la distribution sur la base de cette valeur afin d'ajuster les droits des bénéficiaires; et

(c) transférer des actifs à des fiduciaires.

44. Renonciation aux distributions. Les bénéficiaires de la distribution peuvent renoncer à leur droit à un dividende ou à toute autre distribution payable au titre d'une part sociale, en avisant la société par écrit avant la déclaration de ce dividende ou sa distribution, mais si:

- (a) la part sociale est détenue par plus d'une personne; ou
- (b) plusieurs personnes détiennent un droit sur cette part, en raison du décès ou de la faillite d'un ou plusieurs co-détenteur(s), ou autre raison,

la renonciation ne produit ses effets que si elle est expressément donnée et signée par tous les détenteurs ou les personnes détenant un droit sur la part.

Capitalisation des bénéfices

45. Pouvoir de capitaliser et affectation des sommes capitalisées.

(1) Sous réserves des statuts, les membres peuvent, par le biais d'une résolution spéciale décider de capitaliser tous bénéfices de la société (qu'ils soient ou non disponibles pour une distribution) qui ne sont pas nécessaires pour payer un dividende préférentiel, ou toute somme portée au crédit du compte de prime d'émission de la société ou toutes réserves disponibles (capital redemption reserve); et

affecter toute somme qu'ils ont ainsi décidé de capitaliser (une «somme capitalisée») aux personnes qui y auraient eu droit si cette somme avait été distribuée sous forme de dividendes (les «bénéficiaires») et dans les mêmes proportions.

(2) Les sommes capitalisées doivent être affectées:

(a) pour le compte des bénéficiaires; et

(b) dans les mêmes proportions que le dividende qui leur aurait été distribué.

(3) Toute somme capitalisée peut être affectée à la libération de nouvelles parts sociales d'une valeur nominale égale à la somme capitalisée, qui sont ensuite affectées et créditées comme entièrement libérées par les bénéficiaires ou de la manière indiquée par ces derniers.

(4) Une somme capitalisée qui aurait été prélevée sur les bénéfices distribuables peut servir au paiement de nouvelles obligations émises par la société qui sont ensuite affectées et créditées comme entièrement payées par les bénéficiaires ou de la manière indiquée par ces derniers.

(5) Sous réserve des statuts, les gérants peuvent:

(a) affecter les sommes capitalisées pour partie en application du paragraphe (3) et pour partie en application du paragraphe (4);

(b) prendre les dispositions qu'ils jugeront appropriés afin de traiter les parts sociales ou les obligations qui sont devenues distribuables par fractions en vertu du présent article (y compris la délivrance de certificats fractionnés ou la réalisation de paiements en numéraire); et

(c) autoriser toute personne à conclure un accord avec la société au nom de tous les bénéficiaires et qui s'impose à eux au titre de l'attribution des parts sociales et des obligations qui leur a été faite en application du présent article.

Partie 4. Prises de décisions des membres

Organisation des assemblées générales

46. Participation et intervention lors des assemblées générales.

(1) Une personne peut s'exprimer lors d'une assemblée générale lorsque cette personne est en mesure de communiquer à tous les participants à l'assemblée, au cours de l'assemblée, toutes les informations ou opinions que cette personne a à propos de l'ordre du jour de l'assemblée.

(2) Une personne est en mesure d'exercer le droit de voter à une assemblée générale lorsque:

(a) cette personne est en mesure de voter, lors de l'assemblée, sur les résolutions mises au vote lors de la réunion; et

(b) le vote de cette personne peut être pris en compte, en même temps que les votes de toutes les autres personnes participants à l'assemblée, pour déterminer si ces résolutions sont ou non adoptées.

(3) Les gérants peuvent prendre toutes les dispositions qu'ils jugent appropriées pour permettre à ceux qui participent à une assemblée générale d'exercer leur droit de s'exprimer ou de voter lors de celle-ci.

(4) Pour déterminer les membres présents lors d'une assemblée générale, il est indifférent que deux ou plusieurs participants se trouvent ou non au même endroit.

(5) Deux ou plusieurs personnes qui ne se trouvent pas au même endroit les unes vis-à-vis des autres assistent à une assemblée générale lorsque les circonstances sont telles que si elles ont (ou devaient avoir) le droit de s'exprimer et de voter lors de cette assemblée, elles peuvent (ou pourraient) être en mesure de l'exercer.

47. Quorum des assemblées générales.

(1) Aucune question autre que celle de la désignation du président de l'assemblée ne doit être tranchée en assemblée générale si les personnes y assistant ne représentent pas le quorum requis.

(2) Sauf dans le cas d'une société ayant un seul membre, deux personnes qualifiées présentes à une assemblée générale forment le quorum, à moins que chacune ne soit une personne qualifiée seulement parce que:

(a) elle est dûment autorisée à agir en tant que représentant d'une société en relation avec l'assemblée générale et ils représentent la même société; ou

(b) elle est nommée en tant que mandataire d'un membre en relation avec l'assemblée générale et ils sont mandataires du même membre.

(3) Dans le cas d'une société ayant un seul membre, une personne qualifiée présente à l'assemblée générale forme un quorum.

(4) Dans cet article, une «personne qualifiée» signifie:

(a) une personne physique, membre de la société;

(b) une personne dûment autorisée à agir en qualité de représentant d'une personne morale en relation avec l'assemblée générale; ou

(c) une personne agissant en qualité de mandataire d'un membre en relation avec l'assemblée générale.

48. Présidence des assemblées générales.

(1) Si les gérants ont désigné un président, ce dernier préside également les assemblées générales s'il y assiste et l'accepte.

(2) Si les gérants n'ont pas désigné de président, ou si le président refuse de présider l'assemblée ou ne s'y présente pas dans les dix minutes suivant l'heure à laquelle l'assemblée était supposée commencer:

(a) les gérants présents; ou

(b) (si aucun gérant n'est présent), l'assemblée,

nomme un gérant ou un membre à la présidence de l'assemblée, et cette nomination du président de l'assemblée générale doit être le premier point à l'ordre du jour de l'assemblée.

(3) La personne présidant une assemblée en application de cet article est désignée comme «le président de l'assemblée».

49. Participation et intervention des gérants et non-membres.

(1) Les gérants peuvent assister et s'exprimer lors des assemblées générales, qu'ils soient ou non membres.

(2) Le président de l'assemblée peut autoriser d'autres personnes qui ne sont pas:

(a) membres de la société; ou

(b) autrement habilités à exercer les droits des membres en rapport avec l'assemblée générale, à assister et s'exprimer lors de l'assemblée générale.

50. Ajournement.

(1) Si les personnes qui assistent à l'assemblée générale dans la demi-heure qui suit l'heure à laquelle l'assemblée était supposée commencer ne forment pas un quorum, ou si pendant l'assemblée le quorum cesse d'être formé, le président de l'assemblée doit l'ajourner.

(2) Le président de l'assemblée peut ajourner une assemblée générale lors de laquelle le quorum est constitué si:

(a) l'assemblée consent à son ajournement; ou

(b) il apparaît au président de l'assemblée qu'un ajournement est nécessaire afin de protéger la sécurité de toute personne assistant à l'assemblée ou pour s'assurer que la tenue de l'assemblée se déroule de manière ordonnée.

(3) Le président de l'assemblée doit ajourner une assemblée générale si l'assemblée le lui impose.

(4) Lorsqu'il ajourne une assemblée générale, le président de l'assemblée doit:

(a) soit préciser l'heure et le lieu à laquelle elle est reportée ou indiquer que ce report aura lieu à l'heure et à l'endroit qui seront déterminés par les gérants; et

(b) tenir compte des directives quant à l'heure et au lieu du report qui auraient été données par l'assemblée.

(5) Si le report d'une assemblée ajournée doit se tenir plus de 14 jours après son ajournement, la société doit émettre une nouvelle convocation au moins 7 jours francs avant la nouvelle assemblée (sans compter le jour de l'ajournement de l'assemblée ni le jour auquel la convocation est émise):

(a) aux mêmes personnes que celles auxquelles la convocation à une assemblée générale de la société doit être envoyée; et

(b) contenant les mêmes informations que ces convocations doivent contenir.

(6) Aucune affaire ne pourra être traitée lors d'une assemblée générale en report d'une assemblée ajournée si celle-ci n'aurait pu être convenablement traitée lors de l'assemblée générale ajournée si cet ajournement n'avait pas eu lieu.

Vote en assemblée générale

51. Vote: général.

(1) Une résolution mise au vote lors d'une assemblée générale doit donner lieu à un scrutin.

(2) Lors du scrutin:

(a) chaque membre bénéficie d'une voix pour chaque part sociale qu'il détient; et

(b) tout ou partie des droits de vote d'un membre peuvent être exercés par un ou plusieurs mandataires dûment mandatés (toutefois, lorsqu'un membre désigne plus d'un mandataire, les mandataires (pris ensemble) ne doivent pas exercer plus de droits de vote que ceux qui auraient pu être exercés par le membre en personne).

52. Erreurs et contestations.

(1) Aucune contestation ne peut être soulevée quant à la compétence d'une personne votant lors d'une assemblée générale, excepté lors des assemblées ou assemblées ajournées au cours desquelles le vote litigieux a été soumis, et tout vote qui n'a pas été contesté lors d'une assemblée est valide.

(2) Une telle contestation doit être portée à la connaissance du président de l'assemblée, dont la décision est définitive.

53. Contenu des procurations.

(1) Les mandataires ne peuvent être valablement désignés que par le biais d'un document écrit (une «procuration») laquelle:

(a) comporte le nom et l'adresse du membre désignant un mandataire;

(b) identifie la personne désignée comme étant le mandataire du membre et l'assemblée générale pour laquelle cette personne est désignée;

(c) est signé par ou au nom du membre désignant un mandataire, ou est authentifiée de la manière déterminée par les gérants; et

(d) est délivrée à la société conformément aux statuts et à toutes les instructions contenues dans l'avis de convocation à l'assemblée générale à laquelle elles se rapportent.

(2) La société peut exiger qu'une procuracion soit délivrée sous une forme particulière, et peut imposer différentes formes à des fins différentes.

(3) Les procuracions peuvent préciser dans quel sens devra se prononcer le mandataire qui y est désigné (ou que le mandataire doit s'abstenir de voter) à propos d'une ou plusieurs résolutions.

(4) A moins que la procuracion n'en dispose autrement, elle doit être regardée comme:

(a) autorisant la personne désignée, en vertu d'un pouvoir discrétionnaire, de déterminer comment voter quant aux résolutions accessoires ou procédurales qui se posent lors de l'assemblée; et

(b) désignant la personne comme mandataire en cas d'ajournement de l'assemblée générale, que ce soit pour se prononcer sur la décision d'ajournement ou lors de l'assemblée de report elle-même.

54. Délivrance des procuracions.

(1) Une personne qui a le droit d'assister, de participer ou de voter (soit lors d'un vote à main levée soit lors d'un scrutin) à une assemblée générale, conserve ce droit en ce qui concerne cette assemblée ou le report de celle-ci, même si une procuracion valable a été délivrée à la société par ou au nom de cette personne.

(2) Sous réserve des articles 54(3) et 54(4), un avis de procuracion doit être délivrée à la société ou en tout autre lieu tel qu'indiqué dans la convocation à l'assemblée ou dans tout instrument de procuracion envoyé par la société en rapport avec l'assemblée, au moins 48 heures avant le début de l'assemblée ou de l'assemblée reportée à laquelle elle se rapporte.

(3) En cas de scrutin se tenant plus de 48 heures après qu'il ait été demandé, l'avis de procuracion doit être délivrée à la société ou en tout autre lieu tel qu'indiqué dans la convocation à l'assemblée ou dans tout instrument de procuracion envoyé par la société en rapport avec l'assemblée, au moins 24 heures avant l'heure décidée pour la tenue du scrutin.

(4) En cas de scrutin non effectué au cours de l'assemblée mais se tenant plus de 48 heures après qu'il ait été demandé, l'avis de procuracion doit être délivré en application de l'article 54(2) ou lors de l'assemblée au cours de laquelle le scrutin a été demandé, au président, au secrétaire (s'il y en a un) ou à tout gérant.

(5) Une nomination effectuée par le biais d'une procuracion peut être révoquée en fournissant à la société un avis de révocation émis par ou au nom de la personne par qui ou au nom de laquelle la procuracion avait été donnée.

(6) Un avis révoquant le mandataire désigné ne prend effet que si elle est délivrée avant le début de l'assemblée ou de l'ajournement de l'assemblée à laquelle elle se rapporte.

(7) Si une procuracion n'est pas signée par la personne désignant le mandataire, elle doit être accompagnée d'une preuve écrite de la capacité de la personne signataire de signer celle-ci au nom du mandant.

55. Modifications des résolutions.

(1) Une résolution ordinaire devant être proposée lors d'une assemblée générale peut être modifiée par voie de résolution ordinaire si:

(a) un avis de la modification proposée est donné à la société par écrit par une personne habilitée à voter lors de l'assemblée générale à laquelle elle doit être proposée, au moins 48 heures avant que l'assemblée ait lieu (ou dans un délai plus court si le président de l'assemblée en décide ainsi); et

(b) la modification proposée ne constitue pas, de l'avis raisonnable du président de l'assemblée, une modification substantielle de la portée de la résolution initiale.

(2) Une résolution spéciale devant être proposée lors d'une assemblée générale peut être modifiée par voie de résolution ordinaire si:

(a) le président de l'assemblée propose la modification lors de l'assemblée générale lors de laquelle la proposition doit être examinée; et

(b) la modification ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour corriger une erreur grammaticale ou non substantielle contenue dans la résolution.

(3) Si le président de l'assemblée, agissant de bonne foi, décide à tort que la modification proposée est irrégulière, l'erreur du président n'invalide pas le vote portant sur cette résolution.

Application de ces dispositions aux assemblées de catégorie de parts sociales

55. Assemblées de catégorie de parts sociales. Les dispositions des articles relatifs aux assemblées générales s'appliquent, avec toutes les adaptations nécessaires, aux assemblées réunissant les détenteurs d'une même catégorie de parts sociales.

Partie 5. Dispositions administratives

56. Moyens de communication à utiliser.

(1) Sous réserve des statuts, toute chose envoyée ou délivrée par ou à la société en vertu des statuts peut être envoyée ou livrée de toutes les manières prévues par le Companies Act 2006 pour l'envoi de documents ou d'informations et qui sont autorisées ou requises par une disposition de cette loi.

(2) Sous réserve des statuts, toute notice ou tout document qui doit être envoyé ou délivré à un gérant en rapport avec la prise de décision par les gérants peut également être envoyé ou délivré de la manière demandée par le gérant.

(3) Un gérant peut convenir avec la société que toutes notices ou tous documents qui lui sont envoyés d'une certaine manière sont réputés avoir été reçus dans un délai déterminé à compter de leur envoi, ce délai ne pouvant être inférieur à 48 heures.

57. Sceau de la société.

(1) Tout sceau ne peut être utilisé que sous l'autorité des gérants.

(2) Les gérants peuvent décider par quel moyen et sous quelle forme le sceau doit être utilisé.

(3) A moins qu'il n'en soit décidé autrement par les gérants, si le sceau de la société est apposé sur un document, le document doit également être signé par au moins deux personnes compétentes.

(4) Aux fins du présent article, une personne compétente est:

(a) tout gérant de la société;

(b) le secrétaire (le cas échéant); ou

(c) toute personne autorisée par les gérants à signer les documents sur lesquels le sceau est apposé.

(5) Si la société possède un sceau officiel destiné à être utilisé à l'étranger, il peut seulement être apposé sur un document si son usage sur ce document, ou sur les documents de la catégorie à laquelle il appartient, a été autorisé par décision des gérants.

58. Confidentialité des comptes sociaux et autres registres. A moins que la loi n'en dispose autrement ou que cela ait été autorisé par les gérants ou lors d'une résolution ordinaire des membres, aucune personne autre que la société mère, n'est admise à consulter les comptes sociaux ou les autres registres ou documents de la société du simple fait de sa qualité de membre.

59. Fonds spécial pour les salariés en cessation d'activité. Les gérants peuvent décider de constituer un fonds spécial en faveur des salariés ou anciens salariés employés par la société ou par une filiale (autres qu'un gérant, ancien gérant ou gérant de fait) dans le cadre de la cessation ou du transfert à toute personne de tout ou partie de l'entreprise exploitée par la société ou par cette filiale.

Indemnisation et assurance des gérants

60. Indemnisation.

(1) Sous réserve de l'article 60(2), un représentant légal de la société ou d'une société affiliée peut être indemnisé sur les actifs de la société pour:

(a) toute responsabilité encourue par ce représentant en raison d'une négligence, d'un défaut, d'un manquement ou d'un abus de confiance reproché à la société ou à une société liée;

(b) toute responsabilité encourue par ce représentant en raison des activités de la société ou d'une société liée en sa qualité de fiduciaire d'un régime de retraites professionnelles (tel que défini à la section 235(6) du Companies Act 2006); et

(c) toute autre forme de responsabilité encourue par ce représentant en sa qualité de représentant légal de la société ou d'une société liée.

(2) Le présent article ne saurait autoriser le versement d'une indemnité qui serait interdite ou nulle en vertu d'une disposition du Companies Act ou en vertu de toute autre disposition légale applicable.

(3) Dans cet article:

(a) les sociétés sont liées si l'une d'elles est une filiale de l'autre ou que les deux sont les filiales de la même personne morale; et

(b) un «représentant légal» désigne toute personne qui est ou était à tout moment gérant, secrétaire ou autre dirigeant (excepté les commissaires) de la société ou d'une société liée.

61. Assurance.

(1) Les gérants peuvent décider de souscrire ou de maintenir une assurance, aux frais de la société, au bénéfice de tout représentant légal concerné et au titre de toute perte pertinente.

(2) Dans cet article:

(a) un «représentant légal» désigne toute personne qui est ou était à tout moment gérant, secrétaire ou autre dirigeant (excepté les réviseurs) de la société ou d'une société liée;

(b) une «perte pertinente» désigne toute perte ou responsabilité qui a été ou peut avoir à être supporté par un représentant légal en lien avec ses obligations ou pouvoirs se rapportant à la société, toute société affiliée ou fonds de pension ou mécanisme de participation des salariés de la société ou d'une société affiliée; et

(c) des sociétés sont affiliées si l'une est la filiale de l'autre ou si les deux sont les filiales d'une même personne morale.

Troisième résolution:

L'Associé Unique note que la description et la consistance des actifs et passifs de la Société résulte d'un bilan intérimaire et d'une déclaration de valeur remis au notaire à la date du présent acte.

Une copie du bilan intérimaire, signée "ne varietur" par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire soussigné demeurera annexée au présent pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique déclare que tous les actifs et passifs de la Société, sans exception, demeurent, dans leur intégralité, la propriété de la Société, laquelle continue de posséder tous les actifs et d'être tenue de tous les passifs et engagements.

L'Associé Unique déclare que la valeur totale des actifs et passifs de la Société est au moins égale au capital social souscrit et libéré de 20.000 USD (vingt mille Dollars Américains).

Quatrième résolution:

Il est rappelé que (i) M. Lambert Schroeder, né le 12 juillet 1959 à Heppenbach, Belgique, avec adresse professionnelle au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et (ii) M. Denis Regrain, né le 18 juin 1968 à Niort, France, avec adresse professionnelle au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ont été nommés en qualité de gérants de la Société le 16 mars 2015.

L'Associé Unique décide d'accepter et, dans la mesure du nécessaire, d'approuver la poursuite des mandats de gérants en cours de M. Lambert Schroeder et M. Denis Regrain en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée.

L'Associé Unique décide en outre de nommer en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet à la date des présentes jusqu'à la tenue de l'assemblée générale des membres de la Société, devant se tenir en 2016, Ernst & Young LLP, ayant son siège social 1 More London Place, Londres SE1 2AF, Royaume-Uni.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cet acte, ont été estimés à environ deux mille Euros (2.000,- Euro).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Signé: V. COQUILLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 27 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/10544. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 avril 2015.

Référence de publication: 2015069851/1583.

(150079995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2015.